

UNIVERSITÉ DE PARIS. --- FACULTÉ DE DROIT.

La main-d'œuvre Agricole

DANS

L'ARRONDISSEMENT DE CHATEAUBRIANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Juin 1909 à 2 h. 1/2.

PAR

F. MONNIER

Président : M SOUCHON, Professeur.

Suffragants : MM. TRUCHY, Professeur.
HITIER, Agrégé.

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

Rue Soufflot 16, et rue Toullier, 12

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. --- FACULTÉ DE DROIT.

La main-d'œuvre Agricole

DANS

L'ARRONDISSEMENT DE CHATEAUBRIANT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Juin 1909 à 2 h. 1/2.

PAR

F. MONNIER

Président : M. SOUCHON, Professeur.

Suffragants : MM. TRUCHY, Professeur.
HITIER, Agrégé.



PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

Rue Soufflot 16, et rue Toullier, 12

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Au début du siècle dernier, un membre de la Société d'agriculture du département de la Seine, aujourd'hui Société nationale d'agriculture, eut l'idée peu banale de faire adopter par toute la France une charrue de type idéal fonctionnant également bien dans les galets de la Craux, dans le limon de la Beauce et dans le sable des Landes. Il proposa à la Société d'ouvrir un grand concours auquel devaient prendre part toutes les charrues de France, la plus simple et la meilleure serait répandue aux quatre coins du pays. L'expérience eut lieu, elle ne fut vraisemblablement pas concluante puisque l'extrême diversité des modèles de charrue a subsisté jusqu'à nos jours. Le hardi novateur avait oublié que des terres de nature différente demandent chacune leur outil d'un type spécial.

Ce n'est pas seulement l'outil et les méthodes de culture, ce sont les conditions du travail, la situation

sociale des familles et des individus qui varient à l'infini avec les régions. La question de la main-d'œuvre est de celles qui revêtent les aspects les plus divers suivant les pays envisagés; il en résulte nécessairement que l'amélioration de la condition des ouvriers ruraux ne saurait être partout obtenue par les mêmes moyens. Dans son discours à la Chambre du 3 Juillet 1897, Jaurès formulait ce vœu resté stérile: « Il ne suffit pas si vous voulez connaître le fonds, le tréfonds de la vérité agricole en ce pays de consulter des statistiques mortes, des chiffres éteints qui sont sur des pages, mais il faut instituer auprès des hommes qui travaillent et pâttissent d'un bout à l'autre du territoire, cette enquête vivante que j'ai demandée.... »

Je serais heureux si, en étudiant la question de la main-d'œuvre dans un tout petit coin de la France, je pouvais apporter une pierre à l'édifice de cette vaste enquête, seule susceptible de faire connaître le sort des paysans, en chaque région et, par suite, les moyens propres à l'améliorer.

CHAPITRE I

Le pays — La population

L'étude de la géographie agricole de la Bretagne présente un attrait tout spécial par suite de la grande variété des produits, et des brusques transactions de pays riches à culture intensive, à des régions demi stériles et incultes. Celui qui ne connaîtrait la vieille province que par les descriptions de ses poètes et de ses romanciers, se ferait une bien triste idée de son agriculture : des landes désertes semées de blocs de granit où la bruyère étend au loin sa teinte uniformément grise, des arbres rabougris tordus par le vent de mer, quelques champs de seigle et de pommes de terre autour de pauvres maisons recouvertes de chaume. C'est l'aspect mélancolique et sauvage de la Bretagne pauvre ; mais ce sol ingrat et cette culture primitive sont loin de couvrir toute la presqu'île armoricaine ;

dans chacun des cinq départements, des cultures florissantes et variées occupent des espaces considérables, empiétant toujours sur la lande et ne laissant à la bruyère et aux ajoncs que des terrains trop maigres pour donner une rémunération suffisante au travail persévérant du laboureur. Sur les côtes du Finistère, des Côtes-du-Nord, de l'Ille et Vilaine, ce sont les cultures maraîchères de la ceinture dorée; à l'intérieur de ces mêmes départements, les soins donnés à la production fourragère et l'acclimatation d'une race bovine étrangère ont fait de certaines contrées des centres importants d'approvisionnement du marché de Paris; enfin le Léon et la Cornouailles doivent en partie leur richesse à l'élevage du cheval auquel se livrent leurs habitants. D'un autre côté, dans la Haute-Bretagne, le progrès agricole a été si rapide, que l'on passe aujourd'hui, sans apercevoir de changement, dans les cultures des pays de Châteaubriant et de Rennes dans l'Anjou, le Maine et la Normandie.

Ces aspects si divers de la Bretagne montrent combien il serait difficile d'étudier avec toute la précision désirable, précision qui en fait l'intérêt, la question de la main d'œuvre agricole dans toute l'étendue de la province. Celle-ci étant composée de toute une série de pays plus ou moins différents les uns des autres par la productivité du sol, la nature des cultures, la richesse des habitants, il est évident que la situation des ouvriers agricoles ne saurait être la même en chacun

d'eux, et c'est pour cette raison que je limiterai mon étude à l'une des régions, à l'arrondissement de Châteaubriant.

L'arrondissement de Châteaubriant situé dans le département de la Loire-Inférieure, sur la rive droite de la Loire, a son territoire borné à l'Est par le département de Maine-et-Loire, et au nord par celui d'Ille et Vilaine. Son territoire est particulièrement intéressant au point de vue agricole, car il forme en quelque sorte le trait d'union entre les landes désolées de la Basse-Bretagne et les campagnes fertiles du Maine et de l'Anjou. Dans cette région dont Châteaubriant est le centre, une véritable métamorphose s'est opérée dans le cours du siècle dernier ; suivant les conseils de savants agriculteurs, suivant l'exemple de leurs voisins de l'Anjou, les paysans ont défriché les terres incultes qui au début du siècle couvraient les deux tiers du territoire. La production des céréales s'est accrue considérablement, et en même temps, les animaux étant améliorés par le croisement et la sélection, le cultivateur trouvait dans l'élevage et l'engraissement, la source abondante de nouveaux profits. L'aisance se répandait ainsi dans tout le pays, et comme en toute industrie le degré de prospérité est le facteur qui agit avec le plus d'efficacité sur le taux des salaires, l'amélioration de la condition du travailleur rural suivait une marche parallèle au progrès agricole. Le progrès gagnait insensiblement le pays de Redon pour

s'arrêter à la limite du Morbihan où le laboureur plus insouciant, plus attaché à ses vieilles méthodes de cultures, souvent aussi, placé en face d'un sol plus ingrat, respectait le vaste domaine de la bruyère, et gardait pure de tout mélange, pour paître ces pâturages à demi stériles, la jolie race bovine bretonne au pelage pie noir; la population agricole restait pauvre, et le travailleur salarié bien souvent misérable.

Le sol de l'arrondissement de Châteaubriant est d'une fertilité naturelle moyenne, formé par la décomposition de schistes et de grès argileux; il est en général argilo-siliceux et présente des propriétés physiques favorables aux labours, sauf sur certains points où une assez grande compacité le rend parfois difficile à travailler. Il convient bien au froment et aux plantes fourragères, mais sa pauvreté en chaux et en acide phosphorique, son peu de profondeur, diminuent beaucoup la moyenne des rendements.

D'innombrables ruisseaux arrosent le pays et portent leurs eaux à l'Isac, au Don et à la Chère, tributaires de la Vilaine, ou à l'Erdre qui vient déboucher dans la Loire au milieu de la ville de Nantes. Des plateaux et des collines en pente douce, dont l'altitude s'élève rarement au-dessus de cent mètres, séparent ces cours d'eau et rompent la monotonie du paysage qui présente en maints endroits des sites pittoresques et variés. Les champs dont l'étendue moyenne n'atteint pas un hectare sont séparés par des haies vives où l'au-

bépine, le saule, le noisetier entrelacent de leurs branches grêles le tronc noueux des chênes émondés. La campagne ainsi découpée présente au loin l'aspect d'une immense forêt dans laquelle les anciennes landes forment de vastes clairières, car l'ajonc et le bouleau y occupent seuls encore le talus des fossés qui séparent les champs.

Les habitations des paysans sont généralement groupées en petits villages au fond des vallons, ou sur le flanc des coteaux, sauf dans les grandes propriétés appartenant jadis à la noblesse, où les fermes sont isolées çà et là sur le domaine au centre duquel se trouve un château. Le voyageur qui suivrait le sommet des principaux plateaux qui, autrefois, servaient d'assiette aux landes incultes, aurait le sentiment d'une contrée triste et presque inhabitée. C'est qu'après le partage des landes, les paysans, comme avant, sont restés dans leurs villages, et ils viennent quelquefois de fort bien loin cultiver la part échue à leur famille.

La population de l'arrondissement de Châteaubriant est en chiffre rond de quatre vingt mille habitants; en retranchant la population des villes de Châteaubriant, Nort, et Nozay, dont seule la première a une importance véritable avec cinq mille cinq cents habitants, il reste une population rurale de soixante et onze mille habitants presque exclusivement consacrés aux travaux des champs. En dehors des trois villes ci-dessus, la population des nombreux bourgs varie entre

cent et six cent habitants; ce sont de grands villages où le médecin, le notaire, quelques artisans exceptés, tout le monde, l'aubergiste, le commerçant, le curé lui-même a sa petite exploitation agricole.

L'industrie est presque nulle dans tout l'arrondissement, une importante maison de construction de machines agricoles au chef-lieu, une usine d'extraits tanniques à Sion, quelques ardoisières sans importance aujourd'hui, des carrières de schistes et de grés dissimulées dans les divers cantons et exploitées pour la construction et l'entretien des routes, de petites minières de fer exploitées à ciel ouvert, occupent seulement quelques centaines d'ouvriers en dehors de l'agriculture.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Vers le milieu du siècle dernier, le département de la Loire-Inférieure qui se classait vingt-neuvième pour la production de la fonte, devait cette situation au seul arrondissement de Châteaubriant; il possédait alors quatre hauts-fourneaux alimentés au bois et situés au voisinage de ses grandes forêts; le minerai extrait de la région suffisait à l'entretien de ces hauts-fourneaux et il en était même exporté dans les départements voisins. A Nort, l'exploitation des mines de houilles suspendue pendant la Révolution, avait été reprise; des ardoisières aujourd'hui abandonnées étaient ouvertes et activement exploitées sur divers points. Toutes ces industries florissantes, installées au milieu des campagnes, détournaient de

l'agriculture alors rudimentaire et attiraient à elles un grand nombre de bras.

Aujourd'hui, de tout cela, il ne reste presque rien. Forges mines et carrières sont abandonnées, la population a un caractère exclusivement agricole et seule l'exploitation des forêts et des bois donne encore un supplément de travail aux ouvriers des champs que la saison d'hiver réduirait à un chômage forcé.

CHAPITRE II

La propriété — L'exploitation

Etudier la question de la main-d'œuvre dans une contrée sans connaître au préalable le régime de la propriété rurale et le mode d'exploitation, serait chercher la solution d'un problème avec des données insuffisantes. Ces deux questions, en effet, sont entièrement liées, le régime de la propriété et de l'exploitation ayant une influence considérable sur la condition du salarié agricole. Celui-ci espère-t-il devenir un jour propriétaire de sa maison et de quelques lopins de terre, la chose lui sera d'autant plus facile que la propriété est plus morcelée; préfère-t-il, avec plus de sagesse, conserver ses économies pour devenir un jour exploitant en qualité de fermier ou de métayer, la réalisation de son désir dépendra de l'étendue des exploitations et des capitaux nécessaires pour en prendre la direction. De

l'étendue des exploitations dépendent encore les rapports avec le patron : en Bretagne le domestique ou la servante, qui apporte au fermier ou au propriétaire le complément nécessaire à la main-d'œuvre familiale, entre dans la maison comme un nouveau membre de la famille ; dans la Brie, au contraire, l'exploitant et l'ouvrier forment deux classes sociales bien distinctes, et la même distance qui, dans la grande industrie sépare le patron et le salarié, se retrouve entre le gros fermier capitaliste et le journalier ou domestique agricole ; ici l'exploitant se considère comme libéré de toute obligation envers ses ouvriers quand il leur a payé le salaire convenu, là, outre le salaire en argent, il accorde à celui qui est son collaborateur, des gratifications en nature et lui rend mille petits services qui améliorent beaucoup le sort de sa famille.

En un mot, on peut dire sans exagération, que la situation économique et sociale du travailleur rural dépend principalement du régime de la propriété et du mode d'exploitation du sol.

Dans la région de Châteaubriant, la population agricole vit agglomérée en villages d'une importance très variable ; les uns formés de deux ou trois foyers, d'autres de vingt, trente et quelquefois plus. Au près du village, les terres les plus fertiles sont plantées de pommiers ; ce sont, suivant l'expression du paysan « les champs » ou « la gagnerie » désignée par le nom même du village ; chaque paysan propriétaire y possède

sa parcelle, d'une étendue plus ou moins grande, souvent très étroite et se réduisant parfois à la largeur nécessaire à un rang de pommiers, c'est-à-dire six à huit mètres. La faible étendue des lots et la nécessité de ne pas entraver le développement des arbres fruitiers font que, dans la gagnerie les clôtures sont rares. Dans le vallon, le paysan a sa prairie soigneusement entourée d'une haie de saules ou de palis de schistes enfoncés en terre. Les terrains de labours, découpés en damiers par des haies vives, sont irrégulièrement répartis entre les habitants du village. Telle est la propriété paysanne généralement complétée par quelques hectares dans les anciennes landes mises en culture.

A côté de cette propriété disloquée s'étendent de beaux domaines d'un seul tenant, cultivés par des fermiers ou métayers; les uns couvrent plusieurs centaines d'hectares, d'autres se réduisent à deux ou trois fermes de vingt cinq hectares chacune. Réservant à ces domaines le nom de grande propriété, on peut dire que dans l'arrondissement la grande propriété et la propriété paysanne se partagent à peu près également le territoire; mais à ce point de vue une grande inégalité règne entre les communes; tandis que dans les unes la terre est presque toute aux mains des paysans, dans d'autres, au contraire, les grandes propriétés resserrent et réduisent au minimum la place occupée par son petit domaine. A la grande propriété se rattachent encore les forêts qui couvrent plusieurs milliers d'hectares; elles

sont toutes propriété privée, l'Etat ne possédant, dans le département, que la belle forêt du Gavre, qui se trouve sur la limite de notre arrondissement.

On est quelquefois tenté d'identifier grande et petite propriété avec grande et petite culture; cette exacte correspondance qui s'applique assez bien à certaines régions de la France, n'est pas du tout justifiée pour notre contrée. La grande culture, en effet, y est presque totalement inconnue, à peine peut-on en trouver çà et là quelques tentatives souvent malheureuses. Ce sont, des exploitations de vingt à trente-cinq hectares dirigées soit par des fermiers, soit par des métayers qui se partagent l'étendue des grandes propriétés.

Le métayage, depuis longtemps pratiqué dans le pays, est de plus en plus en faveur auprès des propriétaires; il gagne chaque jour du terrain, et aujourd'hui la moitié des grands domaines sont exploités de cette façon. Bon nombre de propriétaires l'ont adopté depuis dix ou vingt ans, trouvant dans le changement de la méthode d'amodiation de leur terre un moyen détourné d'en augmenter le revenu; les prix de fermages établis par des baux anciens longtemps renouvelés ne répondant plus à la valeur acquise par le sol depuis la réalisation des grands progrès agricoles. Le métayer apporte le matériel d'exploitation et la moitié du bétail, les produits sont partagés par moitié avec le propriétaire, sauf le beurre, les volailles et les œufs qui restent à l'exploitant, moyennant le paiement d'une som-

me en argent, dite petite ferme. Toute amélioration agricole se traduisant aussitôt par un excédent de recettes pour le propriétaire, il en résulte une collaboration de celui-ci avec son métayer qu'il aide de ses conseils, quelquefois de sa bourse, collaboration très favorable au progrès dans toute la région.

Ces heureux effets du métayage ne sont pas dus uniquement à la présence des propriétaires sur leur terre; dans notre région, certains n'y résident pas, ou n'y résident que quelques mois en passant, et ce sont alors des régisseurs qui les remplacent dans la gestion de leur domaine. Ces régisseurs, que l'on s'est plu parfois à présenter comme la plaie de l'agriculture, remplacent souvent fort avantageusement le propriétaire; leur instruction professionnelle plus complète est plus favorable encore au progrès agricole, et souvent par leur intervention, le métayer obtient du propriétaire récalcitrant des améliorations foncières et des constructions plus en rapport avec les besoins de l'exploitation, qu'il aurait en vain demandées lui-même.

Le voisinage de l'Anjou et de la Mayenne, où le métayage donne d'excellents résultats, explique en partie son extension rapide dans l'arrondissement de Châteaubriant; il est en effet assez peu répandu dans le reste de la Bretagne; l'esprit d'indépendance du paysan breton le rend rebelle à ce mode d'exploitation, et dans notre contrée elle-même, le métayage est imposé au cultivateur qui ne l'accepte pas volontiers. D'ailleurs le

métayer conserve une liberté beaucoup plus grande dans la direction de sa métairie que dans la plupart des régions où le métayage est pratiqué, que dans le Limousin par exemple où il n'ose rien entreprendre sans avoir au préalable « le gré du maître ».

Si les avantages économiques du métayage sont incontestables, l'état d'hostilité du paysan contre ce mode d'exploitation rend beaucoup plus problématique les avantages sociaux qu'on lui attribue généralement.

Le paysan, qui a des capitaux suffisants, qui a, suivant son expression, de quoi se monter en ferme, préfère toujours louer une terre à prix fixe et garder avec son entière liberté tout ce que son travail et son habileté lui permettent de tirer des produits de la ferme en plus du prix de location. Ce prix varie de cinquante à quatre-vingt francs l'hectare au maximum. Quoique le fermage soit en voie de régression, bon nombre de propriétaires le préfèrent encore à la culture à moitié fruit; il dispense de l'intermédiaire du régisseur, celui qui n'habitait pas la région, ou ne l'intéressant pas aux choses agricoles, ne peut entretenir avec le colon partiaire les rapports fréquents qu'exige cette association.

Si du grand domaine nous passons au village, ce sont principalement de petits propriétaires exploitant eux-mêmes leurs biens que nous allons y rencontrer. Quelques-unes cependant de ces tenures morcelées sont affermées à un prix de location légèrement supérieur, d'ordinaire, à celui des grandes fermes, d'autres plus ra-

res sont exploitées par métayage. Nous trouvons là des propriétés de toutes dimensions; un habitant, petit artisan ou journalier, ne possède qu'un lopin de terre appartenant à sa demeure, à peine suffisant pour donner avec les légumes base de la nourriture de la famille, le fourrage nécessaire pour l'entretien d'une maigre vache, tandis que son voisin se flatte volontiers de posséder quarante ou soixante journaux (le journal: quarante-huit ares) de bonne terre au soleil et montre, avec complaisance, les deux bonnes paires de bœufs, les sept ou huit belles vaches qu'il a dans son étable.

Nul n'ignore l'attachement du paysan à sa terre et le soin amoureux avec lequel il la cultive; personne non plus ne méconnaît les avantages économiques et sociaux de la propriété paysanne, mais ici cependant naissent des divergences, les uns réservant toute leur frayeur et demandant la protection de la loi pour la seule propriété moyenne « celle dont la récolte doit être assez abondante pour nourrir le maître et sa famille, à la double condition que cette famille ne soit pas excessivement nombreuse et que tous les membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation. ». D'autres, au contraire, veulent attacher toute famille paysanne à la terre et cherchent à lui en assurer la propriété, ne fût-ce que d'un lambeau. L'étude de la condition du journalier montre quel avantage considérable l'humble travailleur rural retire de la possession d'un petit coin de terre. Il est intéressant de constater que ce domaine, si petit qu'il

soit, ce domaine mouchoir de poche, comme on l'a appelé, est presque toujours très bien cultivé.

Ces petits propriétaires journaliers passant presque tout leur temps à travailler chez autrui sont assez peu nombreux dans nos villages. Il ne faudrait cependant pas en conclure que la propriété ainsi réduite est insuffisante pour attacher le paysan au sol; il est resté dans son village le petit propriétaire, mais pour travailler chez lui et garder son indépendance il a affermé de ci de là quelques parcelles et sur son domaine ainsi élargi il trouve maintenant l'emploi de la majeure partie de son temps. Nombreuses sont ces petites exploitations dont le chef propriétaire pour tout ou pour partie travaille chez lui d'un bout de l'année à l'autre prêtant seulement de temps en temps un coup de main à ses voisins; quand elles sont insuffisantes pour occuper une famille, les enfants, à mesure qu'ils grandissent, quittent la maison et s'en vont domestiques, tandis que les plus jeunes restent avec les parents qu'ils aident dans les menus travaux.

Les exploitations paysannes, au sens étroit de l'expression, celles qui « moyennes par leur importance sont en outre directement exploitées par leurs propriétaires et donnent ainsi la vie avec l'absolue indépendance économique à toute une famille paysanne », ces exploitations occupent la principale place sinon par leur nombre, du moins par leur importance et par l'étendue du territoire qu'elles recouvrent.

Pour illustrer d'un exemple ces explications sur l'état de la propriété et le mode d'exploitation, quelques chiffres sur une section de commune de l'arrondissement peuvent être utiles.

1^{re} section de la commune de Puceul

Superficie totale (non compris les chemins)...	1934 hectares
— en bois, landes et terres incultes..	160
— cultivée	1774 hectares

Nombre d'exploitations

ÉTENDUE	Exploitées par propriétaires	FERMIERS	MÊTAYERS	Propriétaires et fermiers pour partie	TOTAL
1 à 3 hect.	32	2	0	8	42
3 à 12	25	13	0	23	61
12 à 35	14	16	15	6	51
TOTAL.....					154

L'exploitation d'une étendue de douze hectares répond assez bien pour la région à la définition de la propriété paysanne, mais en élargissant un peu le sens on pourrait encore y faire entrer la propriété de trois à douze hectares, car une étendue de trois hectares suffit à peu près à occuper et à entretenir une famille dont les enfants sont encore en bas âge.

Sur les cinquante et une exploitations de plus de douze hectares, la grande propriété en compte seulement vingt, appartenant à six propriétaires différents

et occupant environ cinq cents hectares, c'est-à-dire un tiers du territoire. Il faut reconnaître que ce chiffre est au-dessous de la moyenne, la grande propriété occupant près de la moitié des terres cultivées dans l'ensemble. La part qui reste à la petite et la moyenne propriétés est la plus belle; à elles seules, elle couvrent plus des deux tiers du territoire. La petite propriété d'une étendue de plus de douze hectares occupe de cinq cent cinquante à six cents hectares; elle est exploitée pour moitié seulement par les paysans propriétaires. Très peu de fermiers, au contraire, dans la catégorie de trois à douze hectares, pas de métayers car la part de céréales serait insuffisante pour faire vivre une famille, mais au contraire un très grand nombre d'exploitants à la fois propriétaires et fermiers. En face de cette classe intéressante de paysans propriétaires qui savent élargir leurs domaines pour rester chez eux et garder leur indépendance, il y aurait peut-être lieu de se demander s'il serait raisonnable de réserver les faveurs pour les propriétaires plus heureux qui ont une terre suffisante pour l'entretien de leur famille. Cette catégorie de trois à douze hectares couvre également une étendue de cinq cents à six cents hectares.

Les petites exploitations de moins de trois hectares ont une étendue moyenne assez élevée, la plupart permettant l'entretien de deux vaches pour la nourriture desquelles quatre ou cinq journaux sont nécessaires.

Quelques exploitations seulement n'atteignent pas un hectare.

Ce qui frappe le plus dans tous ces domaines paysans, c'est la docilité, je dirais volontiers, l'esprit d'initiative avec lequel les propriétaires marchent dans la voie du progrès. S'il est de tradition de montrer le paysan passionnément attaché à sa terre, il est bien rare que l'on ne découvre pas chez lui un attachement non moins tenace aux procédés archaïques d'une agriculture routinière. Rien ne serait plus faux pour notre région qu'une telle affirmation, sans doute ce n'est pas le paysan qui prendra d'ordinaire l'initiative d'une amélioration agricole nouvelle, comment le ferait-il puisque ses connaissances techniques se bornent à l'expérience du passé, mais qu'un grand propriétaire fasse faire par ses métayers quelques essais, qu'il expérimente une nouvelle machine, une variété de blé ou de pommes terre, tous les petits propriétaires qui entourent son domaine observent attentivement et, en cas de succès, ils suivent sans précipitation, mais avec une sage prudence, l'exemple qui leur est donné. Dans cette marche en avant de l'agriculture, leur rôle n'est pas celui d'éclaireurs; ils sont le gros de la troupe qui marche régulièrement et sans lenteur sur les traces de l'avant-garde.

Les paysans ont si bien marché dans la voie du progrès qu'une aisance générale s'est répandue dans le pays; assurément ce n'est pas la fortune, et même un étranger, qui entrerait pour la première fois dans la demeure d'un

de ces propriétaires, trouverait bien hardi que l'on parle d'aisance, car il y chercherait en vain le luxe et même le confortable. Et pourtant, dans sa tirette, le cultivateur a de beaux écus sonnants, tout prêt à saisir la première occasion pour arrondir son domaine, et peut-être même pour acheter dans la propriété de son riche voisin telle ferme à sa convenance. Les notaires qui font l'office de banquiers, les très nombreuses caisses rurales, refusent chaque jour des offres d'argent, faute d'emprunteurs; et le paysan rit silencieusement le dimanche en lisant son journal, qui pour bien montrer à sa clientèle rurale qu'il s'intéresse aux choses de la terre, répète fidèlement, comme un écho, que l'agriculture languit faute de crédit, que le cultivateur se ruine faute de capitaux.

Une preuve non équivoque de la prospérité de la petite propriété consiste dans les mouvements de la propriété en général. De temps à autre, un petit domaine de village est vendu au détail; ces ventes seraient sans grand intérêt, puisqu'un paysan acquiert ce qu'un autre a perdu, si elles ne permettaient au salarié de devenir quelquefois propriétaire. Le prix de vente de ces parcelles détachées est relativement élevé; il atteint trois mille et trois mille cinq cents francs l'hectare pour les terres de bonne qualité. Assez souvent aussi il arrive que des spéculateurs achètent une grande propriété pour la revendre ferme par ferme à des cultivateurs qui mettent la main avec une joie profonde sur ces exploitations

non morcelées. Et ainsi peu à peu, la petite propriété ronge la grande sans jamais perdre un pouce du terrain qu'elle a gagné, car le prix élevé des terres de village n'est pas de nature à tenter les capitalistes, ne leur offrant le plus souvent qu'un placement dont le taux de l'intérêt varierait de un à deux pour cent.

C'est la roue à rochet qui avance et ne recule pas.

Ainsi se présente dans le pays cette petite propriété qui met en déroute la logique socialiste et que Jaurès déclarait en 1897 être entrée en agonie ; cette petite propriété que ses défenseurs eux-mêmes prétendaient bien malade puisqu'ils inventaient toute sorte de remèdes nouveaux aux maux dont elle souffrait ; peut-être souffrait-elle en effet dans quelques régions de la France, mais dans notre contrée, sans que les Warrants agricoles soient connus, sans que les banques de crédit subventionnées soient organisées, sans que, suivant l'expression de M. Méline, l'enseignement agricole ait pénétré les couches profondes de la population rurale, en un mot sans avoir goûté des remèdes, la petite propriété fait preuve d'une extraordinaire vitalité.

CHAPITRE III

Les cultures et les travaux des champs

L'agriculteur bien souvent méconnaît le principe de la division du travail qui devrait se manifester dans l'industrie agricole par la spécialisation des cultures et des productions; on le constate aisément dans notre région.

Le département de la Loire-Inférieure se place au nombre des départements produisant le plus de blé; en 1892 il occupait le deuxième rang. L'arrondissement de Châteaubriant est un de ceux où cette culture et la culture des céréales en général est la plus répandue; à côté des céréales proprement dites, le sarrasin occupe encore une grande place tout en perdant chaque jour de son importance.

Longtemps la vente du froment a été la principale source de recettes pour le cultivateur; mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi; les plantes fourragères ont pris

dans l'exploitation une place considérable, la production animale qui en est la conséquence s'est énormément développée; et à des degrés divers toutes les branches infiniment variées de cette production sont aujourd'hui florissantes. Cette existence, sur le territoire de l'arrondissement, de spéculations animales diverses, tient à cette situation déjà signalée entre la Bretagne pauvre et l'Anjou fertile; elle mérite que l'on s'y arrête car elle donne en partie l'explication de la différence qui existe entre les cantons quant au salaire des ouvriers. Empruntant à l'Anjou ses méthodes de culture et la race bovine durham acclimatée depuis longtemps en ce pays, les quatre cantons de Rougé, Châteaubriant, St-Julien-de-Vouvantes et Moisdon, se livrent principalement à l'élevage; les animaux adultes sont vendus aux marchés pour être expédiés sur les herbages de la Normandie. La race bovine affinée et précoce n'offrait pas une résistance suffisante pour l'exécution des travaux agricoles; le cheval de trait a remplacé le bœuf, et chaque ferme possède deux ou trois juments poulinières dont les produits sont vendus à l'âge d'un an. Les cantons de Nort, Nozay, Derval, situés plus à l'Ouest, ont conservé la race bovine nantaise et entretiennent surtout des vaches laitières; le beurre fabriqué dans chaque exploitation est vendu aux commerçants du bourg pour être expédiés à Nantes ou à Paris. Les labours sont faits par les bœufs, ceux-ci élevés d'ordinaire dans la partie du département située sur la rive gauche de la

Loire, dans la Vendée ou les Deux-Sèvres, sont importés à l'âge de deux ans dans la région; à cinq ou six ans, quand ils ont atteint toute leur croissance, ils sont engraisés et envoyés directement à Paris. C'est la vieille méthode avec cette différence que les ressources fourragères plus grandes ont permis, en même temps que l'amélioration de la race, l'entretien d'un bétail plus nombreux. Quelques chevaux demi-sang de médiocre valeur sont utilisés pour les charrois.

La ligne de démarcation entre les deux systèmes de culture est assez imprécise, la fabrication du beurre tenant encore une certaine place, même dans les communes limitrophes de l'Anjou, tandis que sous l'impulsion des propriétaires, de nombreux métayers des campagnes de l'Ouest ont adopté avec la race durham la pratique de l'élevage intensif. L'élevage et l'engraissement du porc sont très prospères dans le pays, si petite que soit l'exploitation, se réduit-elle à un demi hectare comme celle du journalier, il y a toujours un habitant sous le toit à porc attaché à la maison. La production du pays en jeunes porcelets est insuffisante et une quantité considérable est importée de l'Ille et Vilaine et de la Mayenne pour aller ensuite, après quelques mois d'une croissance rapide, alimenter le marché de la capitale comme tous les autres produits.

Pour faire face à l'entretien de ce nombreux bétail, la place réservée aux plantes fourragères est aujourd'hui telle que le blé occupe à peine le tiers des

terres cultivées. Le cultivateur ne suit généralement pas d'assolement fixe; la rotation est tantôt biennale, le blé, suivant une plante racine, betterave ou rutabaga, ou un fourrage annuel, vesce, trèfle incarnat, seigle, fourrage, ou une culture de pommes de terre; tantôt triennale, le blé succédant au sarrazin sur une culture de choux fourragers; les prairies artificielles de trèfle sont intercalées plus ou moins régulièrement dans la rotation. La pratique de la jachère morte n'est pas encore complètement abandonnée; c'est d'ordinaire après une récolte de trèfle que le laboureur abandonne la terre à elle-même, la laisse reposer deux ou trois ans, ne lui demandant pendant ce temps qu'une maigre pâture.

La vigne n'a quelque importance que dans le canton de Nort, situé dans le bassin de la Loire. Là se rencontrent « des coteaux couverts d'une vigne amoureusement tenue; petites croupes arrondies, pentes inclinées vers l'Est parresseuse entre ses prairies, tranchent par leur verdure douce sur le fond sombre de ce pays aux grandes clôtures de chênes et de forêts. C'est du reste à peu près la limite de la culture de la vigne dans cette partie de la Bretagne. »

La diversité des cultures est particulièrement heureuse pour l'ouvrier agricole auquel elle permet de trouver régulièrement du travail pendant la plus grande partie de l'année. Au printemps, le laboureur conduit le fumier sur les champs; il prend sa charrue, donne un dernier labour, et successivement du mois de mars au mois de

Juin, il sème ses pommes de terre, son maïs, son blé noir; il pique ses betteraves et ses choux; entre temps il a sarclé, roulé et hersé ses blés. Le dernier sillon du champ où il a planté ses choux est à peine achevé que déjà l'odeur des foins en fleur l'invite à prendre la faux. Alors commence pour quelques jours le travail le plus pénible pour l'homme des champs: le fauchage des foins; aujourd'hui, il est vrai, dans un grand nombre d'exploitations la faucheuse a pris la place de la faux. La dessiccation et le fanage des foins comportent toute une série de manipulations en partie exécutées par les femmes **et les enfants** tandis que les hommes rentrent à la ferme et mettent en meule la partie de la récolte déjà sèche. Viennent ensuite les travaux de la moisson et du battage des céréales. Ici encore la faucheuse détrône la faucille, et depuis longtemps la batteuse mise en mouvement par la vapeur ou par les animaux, remplace le fléau. Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions comme la Brie et la Beauce, le battage est effectué **immédiatement** après la rentrée des céréales. Le froment rentré dans le grenier, le laboureur pense déjà à préparer sa terre pour les semailles prochaines; il récolte ses pommes de terre, il coupe et rentre son blé noir; il arrache ses betteraves et ses rutabagas, puis il recommence à labourer et sème à nouveau son blé. L'hiver arrive; si le ciel clément lui a donné des pommes, (la récolte est très variable) il fabrique le cidre; il abat les haies, émonde les chênes, balaie soigneusement les

feuilles tombées sur ses prairies, et le soir, à la veillée, en mangeant des châtaignes avec du cidre doux, assis au coin du feu, il tresse des paniers. Toute l'année, enfin, l'entretien des animaux réclame ses soins : le travail le plus désagréable, sinon le plus pénible de la saison d'hiver consiste dans l'effeuillage des choux pour la nourriture de chaque jour, et l'été après les rudes journées de battage, le laboureur s'en va le soir, souvent bien tard, **couper pour le lendemain** la charretée de trèfle ou de garosse.

Dans presque tous ces travaux, la femme collabore ; elle prend part à l'effeuillage des choux, à la récolte des pommes de terre, au travail des foin ; parmi les vingt cinq ou trente personnes qui travaillent sur l'aire, réunies dans un nuage de poussière autour de la machine à battre, il y a des femmes occupées aux emplois qui ne demandent pas une grande force musculaire ; c'est la femme qui à l'automne, suivant le laboureur, jette sur la bande de terre renversée par la charrue, la moisson future aux sillons. Si l'homme se réserve la grosse besogne : travail du bois, charrois, conduite des instruments, labours, la femme de son côté a aussi ses occupations spéciales : elle traite les vaches, fait le beurre, prépare et donne la nourriture aux porcs, boulange le pain pour la maison ; il est regrettable que la coutume laisse à la femme ce dernier travail particulièrement pénible.

De bonne heure l'enfant lui-même apporte à l'exploitation le concours de ses petits bras ; il n'a pas encore

quitté l'école que déjà une gaule à la main il trotte pieds nus avec son chien derrière le troupeau qu'il mène aux champs. A quinze ans il se croit un homme, il touche les bœufs, il charrue, et volontiers il s'attelle au plus rude travail.

Dans plusieurs communes, l'exploitation forestière occupe les ouvriers pendant une partie de l'année; commencée en novembre et décembre, elle se continue jusqu'au mois de juin. Ce sont des ouvriers agricoles: journaliers, métiviers, petits propriétaires qui font, en hiver, ce travail du bois, exception faite pour quelques spécialistes: charbonniers, scieurs de long, fendeurs et cercliers.

CHAPITRE IV

ouvriers agricoles — L'émigration — Le machinisme

Dans son livre « Populations agricoles de France », M. Baudrillard parle en ces termes de la région de Châteaubriant: « Contrairement à ce qui se passe en d'autres pays, où l'on voit des métairies de cent ou cent cinquante hectares, hors de toute proportion, avec les forces d'une famille, les métairies, dans l'arrondissement de Châteaubriant, n'ont qu'une étendue de vingt-cinq à trente hectares. Aussi le métayer, aidé de sa famille, y est-il réellement maître de ses opérations ».

Ce que M. Baudrillard dit, avec quelque exagération, du métayer, s'applique aussi bien au fermier et bien plus exactement encore au propriétaire. L'étendue de l'exploitation est telle que la main-d'œuvre salariée n'est que l'accessoire de la main-d'œuvre familiale. Suivant l'importance de sa tenure, le nombre et l'âge de ses enfants, le père de famille fait appel à un ou deux domes-

tiques et, dans les cas exceptionnels seulement, à trois ou quatre. Quelquefois, il se contente de prendre un journalier pendant quelques jours de la semaine.

Sur les 154 exploitations de la première section de la commune de Puccul, 49 seulement occupent, pendant toute l'année, un ou plusieurs salariés.

32 exploitations occupent 1 domestique.

12 exploitations occupent 2 domestiques.

3 exploitations occupent 3 domestiques.

2 exploitations occupent 4 domestiques.

Soit un total de 75 salariés dont 25 sont âgés de moins de seize ans. Dans ce chiffre, le nombre des servantes est sensiblement égal à celui des valets. Quinze ouvriers agricoles et autant de femmes travaillent régulièrement à la journée ou à la tâche. Si l'on ajoute quelques journées faites chez leurs voisins au moment des grands travaux, par de petits propriétaires ou artisans, on aura un tableau complet du travail salarié dans cette section de commune.

La population de Puceul est de 1060 habitants. Si l'on compte dans les familles de journaliers et de domestiques, les enfants qui sont encore à la maison, si l'on compte les vieillards, dont la principale ressource est la petite pension que leur donnent leurs enfants domestiques, on obtient un total de 140 personnes environ, vivant sur les salaires des ouvriers agricoles. Si, d'autre part, on déduit du chiffre total des habitants, les familles de fonctionnaires, rentiers, artisans, il reste une po-

pulation agricole de 960 habitants, dont les ouvriers et leurs familles forment le septième.

Cette proportion peut légèrement varier d'une commune à l'autre; elle s'élève dans les communes où domine la grande propriété où, par conséquent, les exploitations ont une étendue supérieure à la moyenne, dans celle-là surtout où les forêts procurent un supplément de travail; elle s'abaisse dans les communes où les domaines des petits propriétaires ont une plus grande place.

On peut distinguer, parmi les ouvriers agricoles, plusieurs catégories: le domestique et la servante nourris et logés chez leur maître; dans le cas, assez rare, où le domestique est marié, il a une habitation indépendante de la ferme. Le journalier, au contraire, a toujours sa famille et son chez soi; comme son nom l'indique, il travaille, d'ordinaire, à la journée, dans les exploitations; mais, après les semailles d'automne, quand les travaux des champs se ralentissent, il quitte parfois la charrue pour prendre le pic ou la cognée et il devient carrier ou bûcheron. Néanmoins, ce n'est pas parmi les journaliers que se recrutent les ouvriers les plus fidèles et les plus nombreux de l'exploitation forestière, les boisiers. Ceux-ci entrent dans les coupes de taillis au mois de novembre et poursuivent jusqu'au mois de juin les opérations successives du travail du bois. En sortant de la forêt, le boisier se gage chez un fermier pour l'époque des grands travaux; il fait métive de la

Saint-Jean, 24 juin, à la Saint-Martin, 11 novembre. Comme le boisier, quelques petits artisans partagent leur temps entre le travail des champs et l'exercice de leur métier spécial; ce sont des tisserands dont la profession périclité, des tonneliers que l'irrégularité des récoltes de pommes, obligerait au chômage, des propriétaires d'alambics qui, pendant quelques mois, chez les petits bouilleurs de cru, transforment les lies de cidre en authentique calvados. Les uns et les autres vont en journée quand le travail fait défaut. Enfin, aux différents degrés de la propriété, depuis le lopin de terre du journalier, jusqu'au petit domaine de trois à cinq hectares, qui suffit pour occuper celui qui le possède, le propriétaire est en même temps dans une mesure variable, un travailleur salarié.

La jeune fille qui quitte la maison paternelle, faute d'une occupation suffisante, est dans l'alternative, si elle ne cède pas tout de suite à l'attrait de la grande ville, ou de se gager comme servante de ferme ou d'apprendre le métier de lingère. Si elle opte pour ce dernier parti, elle devra, après avoir payé une somme de soixante à quatre-vingt francs pour son apprentissage, suivre de ferme en ferme, pendant un ou deux ans, suivant ses aptitudes, la compagne plus âgée qui lui enseigne son art. Elle sait un peu tout faire la petite lingère, qui, par tous les temps, s'en va, chaque matin, le long des chemins boueux qui conduisent aux fermes; aussi, est-elle bien accueillie par la ménagère trop absorbée par les

soins du ménage, pour s'occuper des travaux de couture, et, quand tout le monde est parti aux champs, elle reçoit sa tasse de café bien chaud, aromatisé d'une goutte d'eau-de-vie. Toute la journée, elle travaille sans relâche, taillant robes, chemises, et jusqu'aux culottes de gros belinge pour les hommes, et, le soir, elle s'en va joyeuse, emportant ses douze sous, salaire de la journée.

Douze sous, quinze au maximum, ce n'est pas alléchant; aussi, la forte paysanne préfère, le plus souvent, les rudes travaux de la ferme.

L'épouse du journalier travaille également à la journée quand elle n'est pas retenue à la maison par les charges de famille ou les soins à donner à la petite exploitation. Le travail fait rarement défaut; elle est presque toujours occupée à laver; c'est seulement en été, pendant la saison des foin et la récolte des céréales, qu'elle prend vraiment part aux travaux agricoles.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la culture du lin, aujourd'hui tombée bien bas malgré les primes, avait une certaine importance et exigeait, dans les fermes, un supplément de main-d'œuvre féminine. Les femmes étaient gagées au mois pour filer, et le fil, qui atteignait un prix élevé, était porté au marché. Aujourd'hui, le lin n'est cultivé, dans chaque exploitation, que pour les besoins de la maison, besoins d'ailleurs bien réduits par l'emploi, de plus en plus répandu, du coton; aussi, presque toujours la ménagère et sa servante suffisent à la tâche durant les longues veillées d'hiver. L'abandon de

la serge et du belinge dans l'habillement, a produit les mêmes effets et l'on ne file plus que peu de laine. C'est à peine si de temps à autre la femme du journalier trouve encore à filer quelques kilogrammes de laine ou quelques paquets de filasse.

Tous ces salariés, hommes et femmes, enfants et vieillards trouvent, au village, une vie paisible et douce, et pourtant beaucoup s'en vont qui croient trouver ailleurs, une existence meilleure. La Bretagne est citée, à juste titre, comme l'un des pays où sévit, avec le plus d'intensité, le fléau de l'émigration rurale : c'est la Bretagne qui est dans l'Ouest la pépinière de tous ces petits employés subalternes de l'administration et des grandes compagnies ; ce sont ses fils qui forment, dans certaines villes, de véritables petites colonies se réservant le travail pénible des carrières et du terrassement ; ce sont eux qui, par une émigration temporaire, portent à la Normandie et à la Beauce, la main-d'œuvre qui leur fait défaut.

Dans la région de Châteaubriant, l'émigration est particulièrement intense chez les jeunes filles. Après une première étape dans une auberge du bourg ou, mieux encore, chez un commerçant du chef-lieu de canton, la jeune fille dit pour toujours adieu à son hameau et gagne Nantes, la grande ville, où elle se case tant bien que mal, comme servante. Pour les jeunes gens, c'est souvent au service militaire qu'ils sont pris de ce vague dégoût pour la terre natale ; tantôt effrayé,

après deux ans d'un repos relatif, par la perspective de reprendre ce rude labeur qui est celui du paysan, plus souvent alléché par l'appât d'un salaire élevé, le laboureur d'hier emploie ses derniers congés à solliciter l'appui des politiciens locaux, pour obtenir une place. La place quelle qu'elle soit, avec son salaire fixe et sa retraite, est l'ambition suprême de celui qui abandonne le travail de la glèbe; c'est avec une égale satisfaction qu'il sera douanier, facteur, cantonnier, employé de chemin de fer ou d'octroi. Il est trop sage encore, dans notre région, pour abandonner, sans savoir où il va, l'exploitation agricole, pour venir en ville jouer le rôle de manœuvre ou de portefaix, quand ce ne sera pas celui de sans travail; la place refusée, le laboureur revient en maugréant à ses bœufs et à sa charrue. Quelques-uns, attachés à leur profession, mais voulant gagner plus d'argent, s'en viennent chercher fortune dans les exploitations agricoles de la Beauce ou de la région parisienne. Souvent, après quelques années d'absence, ces ambitieux reviennent plus pauvres qu'ils n'étaient partis, car, loin des parents, des amis, ils se sont laissés entraîner et bien vite ils ont oublié leur bonne résolution de faire des économies afin de prendre, à leur retour, la direction d'une ferme. D'autres, plus modestes, travaillent l'hiver dans les bois et se contentent de passer, chaque année, la frontière de la province pour aller faire métive dans le Maine et l'Anjou où ils reçoivent un salaire élevé pour quelques mois de travail. Les proprié-

taires, de leur côté, entraînent quelques jeunes gens comme serviteurs, choisissant volontiers leurs cochers et valets de chambre parmi les fils de leurs métayers.

Tant de fois, les causes de l'exode rural ont été exposées, tant de fois a été tentée l'analyse scrupuleuse des mobiles qui poussent les ruraux à laisser inachevé le sillon qu'ils avaient commencé pour se ruer vers la ville tentaculaire, à l'assaut de la médiocrité et de l'ennui, quand ce n'est pas de la misère, qu'il serait présomptueux de vouloir dire sur ce sujet quelque chose de nouveau. Cependant, en cette matière, comme en beaucoup d'autres, on a peut-être trop généralisé et on a dit les causes de l'émigration comme si elles étaient irrévocablement les mêmes pour le savoyard, l'auvergnat ou le breton. Une vaste enquête près des intéressés pourrait seule nous renseigner sur l'exactitude de cette généralisation. A coup sûr, pour notre région, des mobiles ont été prêtés à ceux qui s'en vont, qui n'ont pas dû beaucoup influencer sur leur décision. C'est, dit-on, la campagne morne et triste, la campagne qui sue l'ennui, qui les repousse, tandis que l'attrait invincible des plaisirs de la ville les attire comme un aimant; et ils se laissent aller, pauvres gars, comme le passereau impuisant qui ne peut résister au regard fascinateur de la couleuvre. Doctoralement, l'on conclue, découvrant le remède avec la cause profonde du mal: il faut, à pleine main, semer la joie dans les campagnes où l'on s'ennuie et le paysan reviendra à la terre. Que n'avons-nous des

municipalités qui comprennent ces choses-là, elles nous construiraient des casinos en plein champ et des maisons de plaisir à l'ombre des églises.

Il faut ne pas avoir vu, dans nos garnisons de l'ouest, ces laboureurs qui ont endossé l'uniforme; ils s'en vont, l'air ébaubi, les bras ballants, l'allure gauche; ils goûtent les charmes de la ville. Qu'est-ce donc qui les attire? est-ce les musées, les théâtres, les monuments? Non, ils n'ont pas le sens artistique très développé, la belle cathédrale les étonne par sa masse et par sa hauteur et leur suggère cette idée que ça doit être rudement solide et qu'il a fallu beaucoup de temps pour faire ça. Suivons-les, longtemps ils marchent par les rues du même pas lourd et mesuré qu'ils ont au labour, ils causent de leurs pommiers fleuris qui promettent, du sous-officier hargneux qui les a privé de la compagnie de l'un des leurs, car ils sont tous de la même commune dans le petit groupe et l'isolement, loin du village, au milieu de tant d'étrangers, les a étroitement unis à la caserne. Ils s'éloignent peu à peu du centre et viennent s'attabler dans la petite salle carrelée et propre d'une guinguette de faubourg, ils causent toujours du pays, des moindres événements, se communiquant la dernière lettre qu'ils ont reçue de là-bas. Comme le fin muscadet des coteaux les émoustille, ils s'entretiennent avec plus de volubilité, de leurs connaissances et lâchent quelques grasses plaisanteries à la bonne qui les sert. L'heure de l'appel approche, ils rentrent au quartier, leur pas est un peu

plus lourd et leur gaité plus bruyante; ils ont goûté les charmes de la ville.

Non, ils ne vont pas chercher la joie dans la noce crapuleuse et sale au fond des cabarets douteux comme on le laisse supposer, en cachant des sous-entendus derrière le cliché convenable: les plaisirs faciles des quartiers populeux; c'est une injure gratuite et sottise d'accuser le paysan de quitter sa terre parce qu'il a connu la débauche, durant son passage au régiment.

Le cultivateur émigre parce qu'il ne trouve à prendre ni ferme ni métairie au moment où il désire se marier, et alors, comparant à la condition du plus humble employé d'administration celle du journalier ou du domestique, il trouve celle-ci misérable. Ce qui l'attire c'est le salaire du petit fonctionnaire, salaire très élevé à ses yeux, avec lequel il croit pouvoir se procurer une existence facile, c'est le pain de sa vieillesse assuré par la retraite. Pour bien se rendre compte de l'impression produite sur l'esprit du paysan par le chiffre des appointements du fonctionnaire, il faut connaître quelle est la valeur de l'argent dans nos campagnes où l'on pratique encore l'économie en nature. Le domestique nourri, logé et blanchi à la ferme fait facilement de belles économies sur son salaire de trois cents ou quatre cents francs; le journalier fait vivre sa petite famille avec ses trente sous par jour, leur montrer mille à douze cents francs par an, c'est faire miroiter la fortune à leurs yeux. Est-il étonnant que le modeste travailleur, et mê-

me que le fils de fermier ou de propriétaire, se laisse éblouir. Et lorsque, comme il arrive souvent, à cette tentation de l'argent dont l'attraction est si puissante, s'ajoute le désir inexprimé de secouer le joug de l'autorité patriarcale qu'exerce le père de famille sur ses serviteurs comme sur ses enfants, le laboureur arrive à prendre en dégoût son métier ; quand il en est là, c'est déjà un déraciné puisqu'il n'a plus l'amour de la terre, du village, des traditions, de la famille.

Cette désertion de la terre semble s'être accentuée depuis dix à quinze ans et le mouvement a eu sa répercussion sur le salaire des ouvriers et sur l'introduction des machines agricoles.

Quand on interroge, aujourd'hui, un cultivateur sur la main-d'œuvre, il lève les bras au ciel et répond invariablement sur un ton tragique : « Les domestiques ! on les paie bien cher, et encore on n'en trouve seulement pas pour faire son ouvrage. » Cette réponse, toujours la même, serait de nature à faire croire que les cultures souffrent du manque de bras, et que l'on va trouver les champs, sinon envahis par les ronces et les épines, du moins occupés par des cultures exigeant peu de travail. En réalité, il n'en est rien ; si l'exploitant, placé en face d'ouvriers moins nombreux qui veulent se gager plus cher, si l'exploitant qui tient à ses écus crie qu'on l'écorche, il trouve encore, cependant, assez de bras pour ne pas être obligé de changer son système de culture dans le sens d'une réduction de main-d'œuvre. On a dit

quelquefois que l'extension de la culture fourragère correspondrait précisément à cette réduction de main-d'œuvre; outré que cette affirmation générale est en elle-même très sujette à caution; son application à la région de Châteaubriant serait assurément une erreur. Depuis bien longtemps, on pousse le cultivateur à consacrer aux fourrages, une étendue toujours plus grande de son exploitation, des efforts avaient déjà été tentés en ce sens bien avant la Révolution. Mais cette extension peut s'opérer de deux façons: tant que les cultures fourragères n'empiètent que sur la jachère, il est évident que, bien loin d'entraîner une réduction de main-d'œuvre, elles en demandent, au contraire, en supplément. Le jour où la terre, n'étant plus abandonnée à elle-même, la jachère nue n'existe plus, si l'étendue réservée aux plantes fourragères continue à s'accroître, c'est en empiétant sur la sole de blé; alors seulement on peut se demander si la substitution d'une culture à l'autre n'entraîne pas une diminution de travail. Il se pourrait peut-être, qu'en ces dernières années, la surface réservée aux céréales ait légèrement diminué dans la région, mais il y a, depuis longtemps, un tel accroissement dans la culture des plantes fourragères, accroissement qui continue toujours et qui est en voie de faire disparaître la jachère, une telle augmentation dans le nombre de têtes de bétail entretenu, que le travail à fournir, bien loin de diminuer, augmente, au contraire, toujours.

Ainsi donc, l'exode rural n'a pas entraîné, dans le pays de Châteaubriant, l'adoption de cultures dépeuplantes, bien plus, l'agriculture n'a pas cessé de demander un travail toujours plus intense et les bras, jusqu'à présent, n'ont pas manqué. L'extension des cultures fourragères étant la forme même que revêt le progrès agricole, on peut dire que l'exode rural n'a apporté aucune entrave au progrès. Bien souvent, le défaut de travailleurs ruraux se manifeste dans un pays, non pas tant par la modification du système de culture, que par le peu de soin donné aux plantes en terre. Quand la graine est confiée au sol bien labouré et fumé, tout n'est pas fini pour le cultivateur, car la nature a vite fait de faire paraître les mauvaises herbes. Dans un pays où la main-d'œuvre est rare, le paysan, faute d'ouvriers, laisse souvent, comme dans la parabole de l'évangile, pousser l'ivraie à côté du bon grain. A ce point de vue, encore la désertion des campagnes n'a pas produit ses effets néfastes, on est frappé de la propreté des cultures quand on visite l'exploitation de nos propriétaires, après certaines fermes de l'Anjou, où les panicules laches du chiendent couronnent les champs de céréales.

Si l'on considère la nature et l'état des cultures, l'exploitant,* quoiqu'il en dise, trouve toujours assez de bras pour faire son ouvrage et pour le bien faire; de ce côté, la question de la main-d'œuvre n'a rien de véritablement angoissant. Il n'en serait peut-être pas de même si les machines agricoles n'étaient venues fort à

propos remplacer les absents en multipliant le travail utile effectué par chaque ouvrier.

Depuis un demi-siècle déjà, la machine a remplacé le fléau pour le battage des céréales, le blé noir seul dont le grain se détache facilement était encore battu au fléau ou à la perche jusqu'en ces dernières années. Les premières batteuses étaient actionnées par l'intermédiaire d'un manège mis en mouvement par les animaux; aujourd'hui beaucoup d'exploitations possèdent encore cette petite machine qui leur permet d'effectuer le battage aussitôt la rentrée des céréales. Mais, de plus en plus se substituent les batteuses à grand travail actionnées par les machines à vapeur locomobiles. Quant aux autres instruments qui procurent une économie directe de main-d'œuvre: faucheuses, moissonneuses, faneuses, râteaux à cheval, il y a seulement quelques années qu'ils ont été introduits dans la région. La statistique de 1892 donne pour toute la Loire-Inférieure les chiffres suivants: 126 faucheuses, 27 moissonneuses, 30 râteaux à cheval. Aujourd'hui, il n'est plus d'exploitation tant soit peu importante qui ne possède sa faucheuse; la seule section de commune de Puceul avec ses cinquante et une exploitations de plus de 12 hectares, compte 18 faucheuses et le nombre augmente rapidement chaque année. La moissonneuse n'a pas eu le même succès, étant donné la faible étendue des terres, mais la même machine qui sert à couper le foin coupe également les céréales; si l'économie de

main-d'œuvre est un peu moindre, elle reste cependant considérable; quelques grandes fermes seulement possèdent à la fois faucheuses et moissonneuses. La moissonneuse-lieuse est jusqu'à présent tout à fait inconnue et il est probable qu'elle le restera longtemps encore,, les mêmes raisons qui ont fait écarter la moissonneuse simple s'appliquant a fortiori, et en outre des difficultés matérielles telles que le peu de largeur des chemins et la trop faible étendue des champs s'opposant à son emploi.

A côté de ces machines, employées dans l'unique but d'économiser la main-d'œuvre d'autres servent à mieux exécuter le travail; quelques-unes seulement ont le privilège de posséder les deux avantages; de ce nombre est la petite écrèmeuse centrifuge. Elle aussi vient d'apparaître dans le pays, et plus à la portée des petites bourses son succès a été plus rapide encore que celui de la faucheuse.

La première section de la commune de Puceul n'en possédait pas une il y a dix ans; aujourd'hui elle en compte vingt-cinq à trente.

Jusqu'à ces dernières années, pour séparer de la masse du lait, les globules gras qui doivent devenir le beurre, on laissait faire la nature: le lait, déposé dans de grands pots de terre, est abandonné à lui-même et, peu à peu, la crème monte à la surface. Cette antique méthode a un double inconvénient; la montée de la crème n'est pas complète car le lait en se coagulant, gar-

de emprisonnée une quantité plus ou moins grande de matière grasse; en outre les ustensiles de laiterie doivent être tenus dans le plus grand état de propreté, la qualité du beurre en dépend, les pots à lait sont nettoyés avec un soin méticuleux, ils sont lavés à l'eau chaude, séchés au soleil ou au feu, et de temps à autre, passés au four; ce nettoyage quotidien exige dans les grandes exploitations un temps assez considérable. L'écrémeuse centrifuge a obvié à l'un et l'autre de ces inconvénients. Elle procure une notable économie de main-d'œuvre, à ce point de vue ce sont surtout les grandes exploitations qui en retirent un avantage considérable, car l'écrémeuse devant être démontée et nettoyée chaque jour, le travail est le même quelque soit la quantité de lait traité.

L'établissement de quelques laiteries industrielles a réalisé dans ce domaine une économie de main-d'œuvre beaucoup plus considérable en supprimant la fabrication du beurre dans un certain nombre d'exploitations agricoles. Des paysans, qui ont reculé devant la dépense occasionnée par l'achat d'une petite écrémeuse, livrent chaque jour leur lait au voiturier de la laiterie. Peut-être cette industrie naissante est-elle appelée à un grand développement, on serait tenté de le croire si l'on en juge par ce qui se passe en d'autres pays où l'élaboration des produits agricoles se détache rapidement de l'exploitation rurale proprement dite. S'il doit en être ainsi, il est à souhaiter que les paysans de la

région de Châteaubriant, imitant ceux du Poitou, des Charente et de la Vendée, installent chez eux des laiteries coopératives qui leur permettent de garder le bénéfice industriel de la fabrication du beurre. D'ailleurs, quelque soit la valeur de cette loi générale de séparation entre l'agriculture qui fournit les produits et l'industrie qui les élabore, il semble bien que d'ici longtemps encore dans le pays, le cultivateur qui produit le lait, fabriquera lui-même le beurre, et le grand progrès à ce point de vue, consisterait bien plutôt dans l'organisation de la vente collective suivant la qualité des produits. Toujours est-il que dans la mesure où cette loi s'appliquera dans l'avenir, elle entraînera une économie de main-d'œuvre.

Pour être complet sur la question du machinisme, il faudrait mentionner les perfectionnements multiples, apportés aux outils les plus simples comme aux principaux instruments de labour, depuis le coupe-racine et le couteau à couper le foin, jusqu'à la herse et la charrue, perfectionnements qui rendent le travail plus aisé et permettent de consacrer moins de temps à son exécution.

Du côté de l'exploitant, la question de la main-d'œuvre paraissait insoluble puisqu'il s'agissait, avec un personnel chaque jour moins nombreux, de fournir une quantité de travail toujours plus grande, réclamée par la culture intensive et c'est la machine qui, par son apparition progressive, est venue apporter une heu-

se solution. Si rapide que soit le mouvement d'émigration des ouvriers, on peut prévoir que la situation sera demain ce qu'elle est aujourd'hui; il y a beaucoup de chemin à faire avant que toutes les exploitations importantes soient munies des principaux instruments, or elles se les procureront au fur et à mesure que les ouvriers deviendront plus rares; quant aux petits propriétaires, ils formeront entre eux, si cela est nécessaire, de petites associations pour acheter en commun des machines, associations sans aucune formalité, comme il en existe déjà quelques-unes: deux ou trois bons voisins s'entendent, achètent en commun une faucheuse et s'en servent à tour de rôle. Et le crédit? dira-t-on; mais nous savons que l'argent ne fait pas défaut, et en cas de besoin, les caisses rurales répandues dans tout le pays, prêteront volontiers.

Ces deux questions conjointes de l'émigration et du machinisme, qui sont les termes mêmes du problème de la main-d'œuvre, apparaissent sous un autre aspect quand on envisage, non plus la situation de l'exploitant, mais celle de l'ouvrier. On peut se demander si ce n'est pas la machine qui prive l'ouvrier de son gagne-pain en se substituant peu à peu à lui et l'oblige à chercher ailleurs la nourriture que la terre lui refuse. La hausse progressive des salaires, hausse particulièrement sensible en ces dernières années, où ce sont multipliées les machines, montre bien que celles-ci ne sont pas venues chasser le travailleur et prendre sa

place. Elles le remplacent quand il s'en va, et quand il reste, les demandes toujours plus pressées des cultivateurs lui permettent d'exiger un salaire plus élevé pour prix de ses services.

CHAPITRE V

Valets et servantes de ferme

Le pays de Châteaubriant étant au point de vue agricole, un pays de transition, il en résulte, entre les divers cantons, des différences assez sensibles, quant au taux des salaires; ceux-ci s'élèvent de l'ouest à l'est suivant une lente progression. Pour se faire une juste idée de cette progression, il faudrait suivre tous les degrés de cette échelle ascendante dont la base est le maigre salaire de l'ouvrier du Morbihan, et le sommet la rémunération deux fois plus élevée de l'ouvrier angevin. Si peu étendue que soit notre région, le mouvement s'y fait très nettement sentir, et cette remarque préalable s'applique aussi bien au gage annuel du valet et de la servante qu'au salaire quotidien du journalier.

Les valets et servantes, le plus souvent, ne sont pas mariés, la présence continue à la ferme ne comportant guère, surtout pour la femme, l'existence d'un foyer

séparé de l'exploitation. La situation matérielle du domestique marié est d'ailleurs sensiblement la même que celle du journalier, et leur condition sera envisagée dans un chapitre spécial.

Les valets et servantes de ferme se gagent à l'année, l'entrée en service a lieu le 24 juin, jour de la Saint Jean. L'ancien usage des foires et assemblées, où se rencontraient patrons et domestiques, pour contracter l'engagement, a presque complètement disparu. Les assemblées ont subsisté pour la plupart, mais elles ont pris le caractère de petites fêtes locales où se réunissent et s'amuse les jeunes gens des communes voisines. La principale cause de la disparition de ces marchés, de la main-d'œuvre a été, semble-t-il, la diminution du nombre des domestiques. Ce n'est pas seulement la ville qui les a attirés à elle dans une proportion sans cesse croissante, mais le fait que l'agriculture devenait plus intensive, avait pour effet, résultat choquant, de tarir en partie la source de la main-d'œuvre salariée au moment où elle devenait plus nécessaire. Le petit propriétaire, en effet, qui envoyait ses enfants en service, a fait face au travail, plus considérable, que demandait son exploitation en les gardant auprès de lui. Le cultivateur craignant de ne pas trouver le serviteur dont il a besoin, prend ses précautions, longtemps à l'avance; dès le mois de novembre et décembre, au plus tard au mois de janvier, il se met en quête du domestique qui viendra chez lui à la

Saint Jean prochaine, et c'est ainsi que les réunions ont été rendues inutiles, les serviteurs ayant contracté leurs engagements bien avant leur entrée en service.

Néanmoins quelques vestiges de l'ancien usage subsistent encore, et deux assemblées ont lieu dans l'arrondissement le dimanche qui suit la saint Pierre, c'est-à-dire quelques jours seulement après la saint Jean; là, se rendent des domestiques déjà séparés de leurs nouveaux maîtres et de leur côté, les maîtres abandonnés de leurs serviteurs.

En passant le contrat, le patron remet au serviteur le denier, qui s'élève à cinq ou dix francs. Le denier, d'ordinaire, n'est pas compris dans le salaire, il vient en supplément; toutefois la coutume à cet égard n'a rien d'absolument fixe et quand les deux parties ne peuvent s'entendre sur le montant du gage, elles tranchent quelquefois la difficulté en déclarant que le denier sera à valoir sur le salaire. Quel est le caractère exact de cette prestation d'arrhes; il est assez difficile de le dire, la jurisprudence des justices de paix étant sur cette matière tout à fait variable. La remise du denier est la preuve de l'engagement, mais jusqu'au jour de l'entrée en service, l'engagement peut être rompu de part et d'autre; d'après la coutume, le maître qui résilie le contrat, perd les arrhes qu'il a données; le domestique qui renonce à tenir son engagement est tenu à la restitution du double. Ainsi, la remise du denier devrait être interprétée comme constituant une faculté de dé-

dit pour les parties moyennant la perte de la somme engagée. Il se trouve néanmoins des sentences de juge de paix, qui ne peuvent s'expliquer que par l'ignorance des usages locaux ou par une philanthropie vraiment trop hardie dans l'administration de la justice, qui condamnent le domestique à la restitution pure et simple du denier, non à la restitution du double. C'est enlever à la remise des arrhes toute signification et toute portée; c'est, en outre, encourager une pratique malhonnête de certains domestiques qui se gagent dans trois ou quatre fermes, choisissent au dernier moment celle qui leur plaît le mieux et renvoient alors simplement aux divers patrons les deniers qu'ils ont reçus. Ceux-ci se trouvent ainsi sans serviteurs à la veille du jour de la Saint-Jean, c'est-à-dire à un moment où ils ont les plus grandes chances de n'en point trouver. Par contre, d'autres sentences condamnent le domestique non seulement à la restitution du double mais aussi au paiement de dommages et intérêts envers le patron. Il semble que le domestique qui restitue à son patron, le double denier, immédiatement après la rupture de l'engagement devrait être tenu pour quitte, et juger qu'il doit payer des dommages et intérêts est également méconnaître le caractère de faculté de dédit qui caractérise la remise du denier.

L'ouvrier envoie ses enfants dans les fermes dès l'âge de dix ans pour y garder les vaches, de la Saint-Jean à la Toussaint. A cet âge, l'enfant est nourri et reçoit

quelquefois une paire de sabots comme gratification. C'est à douze ans seulement, quand il a fait ses communions, que l'enfant quitte l'école et se gage pour toute l'année; c'est le petit pâtou. Il n'a encore d'autre travail à faire que de mener aux champs le troupeau. Son salaire, au début, varie de 30 à 60 francs, il est nourri et logé à la ferme et quelquefois les sabots lui sont fournis; cette coutume tend, il est vrai, à disparaître, surtout dans les communes qui bordent l'Anjou, d'ailleurs en ces communes où le salaire s'élève plus rapidement on abandonne de plus en plus l'ancienne habitude de donner à l'ouvrier un supplément de salaire en nature.

De bonne heure l'enfant commence à prendre part aux travaux de l'exploitation, son salaire augmente et de 12 à 16 ans il passe progressivement de 30 ou 60 francs à 150 et même 180 francs. A cet âge c'est déjà un bon valet, il touche les bœufs et conduit une charue; aussi, suivant sa force, la progression est-elle extrêmement rapide et très vite il arrive à gagner 300 francs. C'est seulement après son retour du régiment que le valet peut obtenir le salaire maximum de 400 et jusqu'à 450 francs sur les confins du Maine-et-Loire.

La jeune fille qui, à l'âge de 13 ou 14 ans se gage pour garder les troupeaux et faire dans la ferme quelques menus travaux reçoit un salaire variable de 40 à 80 francs; son salaire augmente peu à peu jusqu'à un chiffre maximum de 200 ou 220 francs. Quelquefois

même il atteint jusqu'à 250 francs dans les communes limitrophes de l'Anjou. Il arrive assez souvent que la bonne servante chargée de donner la nourriture aux porcs et qui s'acquitte bien de ce soin, reçoit lors de la vente quelques pièces de vingt sous.

Il n'y a pas lieu de distinguer, pour établir les salaires, entre plusieurs catégories d'ouvriers agricoles : charretiers, bouviers, vachers, bergers, etc., la division du travail que comporte cette spécialisation des ouvriers n'étant pas possible dans les petites exploitations du pays. Le valet est l'homme à tout faire de l'exploitation, il fait successivement les labours et les charrois, il donne la nourriture aux animaux ; tout au plus dans quelques grandes fermes l'un des domestiques est-il spécialement chargé de conduire et soigner les chevaux, un autre les bœufs, mais cette division qui n'a rien de bien fixe n'influe pas sur la détermination du salaire. Seul l'âge et la force, parfois aussi la conduite sont pris en considération. Les statistiques agricoles seraient, sur ce sujet, de nature à induire en erreur, les feuilles imprimées envoyées aux administrations communales et aux commissions cantonales chargées d'établir les bases de la statistique, sont toutes faites sur le même modèle et réservent une place spéciale aux maîtres-valets, commis de culture, charretiers, bouviers, etc. ; le brave secrétaire de la petite commune rurale ne va pas déranger Monsieur le maire pour si peu, courageusement il se met à la tâche et entreprend de remplir les cadres et de boucher tous les

trous; quelque soit d'ailleurs son ignorance en ces matières, qu'il soit maître d'école, cordonnier ou tailleur du village, il répartit de la façon la plus fantaisiste les ouvriers de la commune dans les catégories diverses, et il torture son imagination pour découvrir le salaire approprié à chaque genre de travail. On soupçonne la valeur de la récapitulation établie sur de pareilles bases. C'est ainsi que la Loire-Inférieure compterait d'après la statistique de 1892, 2.005 valets et commis de culture, 8.736 laboureurs, etc.; il est possible que le chiffre total donne une approximation suffisante du nombre des ouvriers agricoles, mais à coup sûr, la répartition entre les diverses catégories et le salaire affecté à chacune d'elles, n'ont aucune espèce de valeur.

Le valet ou la servante qui entrent dans une ferme sont désormais de la maison; ils sont nourris, couchés, blanchis comme les membres de la famille. Réunis à la même table que les maîtres, ils coupent dans le même pain et dans le même morceau de lard et boivent au même pichet qui circule à la ronde.

A en croire les socialistes, qui n'aperçoivent les réalités qu'à travers leurs idées nuageuses sur la cité future, le paysan, dans les pays de petite propriété et de petite culture, serait réduit à se contenter d'une nourriture à peine suffisante pour entretenir la vie et Kautsky nous fait de ces miséreux un tableau dont le fond semble emprunté à l'élégante peinture de La Bruyère. Entrons donc à l'heure du repas chez le fer-

nier ou le petit propriétaire et voyons s'il est ainsi réduit à la portion congrue avec sa famille et ses serviteurs, alors que ses champs sont couverts de belles moissons et son verger chargé de fruits. Sur le foyer, sont alignées les écuelles de soupe dont chacun prendra la sienne en entrant; la ménagère sort de la marmite un gros morceau de lard qu'elle place tout fumant sur la table, à côté d'un plat de choux, au bout de la table, sur une petite nappe, une pile de galettes de blé noir et un pain de froment boulangé à la ferme. C'est le menu ordinaire du déjeuner, il ne pêche pas par une trop grande variété et on peut conclure sans témérité que la fermière possède à peine les premières notions de l'art raffiné de la cuisine. M. Baudrillart, en passant par là, avait trouvé indigestes et mal cuites les galettes de sarrazin; néanmoins, cette nourriture est saine et abondante et l'hygiéniste, sinon le gourmet, doit se déclarer satisfait.

Pendant toute la durée des grands travaux, du mois de juin au mois d'octobre, le laboureur fait cinq repas par jour. Dès le matin, avant de partir au travail, il casse la croûte, de 8 à 9 heures il déjeune, à midi il prend son dîner, vers 4 ou 5 heures il collationne et le soir, après son travail achevé, il prend le souper. Quand les jours deviennent moins longs le petit déjeuner du matin est supprimé ainsi que la collation. La base de tous ces repas est toujours le pain et la galette consommés en quantité à peu près égale, quand la récolte

de blé noir a été suffisamment abondante, le beurre, le lard, les légumes, la soupe deux fois par jour, au déjeuner et au souper; à midi la soupe est remplacée par du lait caillé dans lequel on écrase des pommes de terre ou des châtaignes, ou par de la galette détrempée dans du cidre. Quelquefois, en hiver, tout le monde s'attable le soir autour d'un grand bassin de bouillie de froment ou de blé noir, ou autour d'une corbeille dans laquelle la ménagère verse sans discontinuer des châtaignes grillées jusqu'à ce que tout le monde en soit repu. Enfin, au lard et aux légumes viennent s'ajouter un assez grand nombre de volailles et de lapins, et aussi, quoique plus rarement, quelques morceaux de viande de boucherie, des œufs principalement le vendredi, car on respecte avec une scrupuleuse exactitude la prescription de l'église catholique qui interdit en ce jour l'usage de la viande.

Le paysan de l'arrondissement de Châteaubriant, comme d'ailleurs tout paysan breton, ne saurait faire le moindre repas sans l'arroser de copieuses libations. Le grand pichet qui circule autour de la Table souvent n'est pas revenu à son point de départ avant qu'un des convives en ait trouvé le fond. Le cidre est la seule boisson connue à la ferme sauf dans le canton de Nort où l'on cultive la vigne. Pendant les travaux d'été chaque laboureur consomme cinq à dix litres de cidre par jour, et il lui semblerait tout aussi invrai-

semblable d'oublier sa bouteille en partant aux champs que de laisser son outil.

L'ouvrier qui est à table sur le pied de la plus parfaite égalité avec ses maîtres, l'est également pour le logement. Les fermes basses et longues, avec de rares ouvertures quand elles ne sont pas de construction récente, sont généralement composées de deux pièces; l'une la cuisine, dans laquelle s'ouvre la porte d'entrée, est garnie d'une table et d'un ou plusieurs lits, la terre battue y tient lieu de plancher; l'autre qui contient le ménage du chef de famille est parfois carrelée, elle est tenue avec un propreté méticuleuse, c'est la « maison propre ». Dans celle-ci couche le chef de famille, les filles et la servante, tandis que la cuisine est occupée par les fils et les valets. L'habitude qui existe dans certaines régions, même en Bretagne, de faire coucher les valets dans l'étable ou l'écurie, n'existe pas dans l'arrondissement.

Le linge du domestique est blanchi et ses vêtements entretenus comme s'il s'agissait d'un membre de la famille; cependant sur la limite de l'Anjou où le domestique est payé plus cher on se contente quelquefois de blanchir son linge et il fait repriser et entretenir comme bon lui semble ses vêtements.

Quant au travail, celui du domestique se mesure exactement sur celui du patron, en même temps que lui il commence sa journée, ensemble ils partent au champ et reviennent prendre leur repas tandis que la fermière

partage avec la servante le travail de l'intérieur. La journée est quelquefois bien longue pour le laboureur; en été elle commence à 4 h. du matin et ne se termine pas avant 8 heures ou 8 heures et demie du soir. Mais cette journée est coupée de nombreux repos: 2 heures et demie à midi pour dîner et faire la sieste, une demi-heure ou trois quarts d'heures pour le déjeuner et la collation suivant que ces repas sont apportés au champ ou pris à la ferme, enfin d'innombrables arrêts au bout du champ pour boire une rasade à la bouteille; aussi le travail effectif, sauf des circonstances exceptionnelles atteint-il rarement plus de douze heures.

Douze heures c'est beaucoup trop, c'est un jour et demi de travail diront les partisans de la journée de huit heures; mais il ne faut pas oublier qu'en agriculture c'est la nature qui commande, car les pluies menacent à chaque instant le foin desséché laissé sur la prairie et le blé en javelles étendu sur les guérets. Donnez au laboureur une machine qui lui permette de faire en un jour la moisson qui lui demandait deux semaines de travail, il n'en travaillera pas moins douze à treize heures, s'il le faut, pour avoir le plaisir, le soir, de voir sa récolte en sécurité dans sa grange. La nature d'ailleurs en lui refusant la lumière, l'oblige durant l'hiver à un demi repos compensateur. D'un autre côté la moisson et le fauchage des foins se faisant à la machine, le travail le plus pénible tend à disparaître.

On ne saurait déterminer exactement la durée de la

journée de travail aux différentes périodes de l'année puisqu'elle augmente et diminue progressivement avec la longueur du jour. En hiver, le travail effectif ne dépasse pas 8 à 9 heures si l'on ne tient pas compte des menus ouvrages exécutés à la veillée.

Telle est, d'une façon générale, la condition du valet et de la servante de ferme dans notre région; cette condition qui arrachait à Jaurès des exclamations de pitié quand il s'écriait devant la chambre quelque peu étonnée d'entendre ce langage: « Je vous demande s'il est une forme basse de phalanstère, une forme inférieure de communisme comparable à cette condition des domestiques de ferme qui n'ont aucune parcelle de propriété, aucun droit garanti, qui n'ont jamais une heure pour se retrouver avec eux-mêmes, pas une table à eux, pas un domicile à eux et qui sont obligés de fournir avec le travail intense de l'ouvrier proprement dit, la présence continue du domestique attaché à la personne. » C'est à se demander vraiment si les rêves d'un nouvel âge d'or ne sont pas de nature à fausser tout jugement porté sur les choses du temps présent. Peut-être les imprécations des socialistes vont-elles contre l'égalité du maître et de l'ouvrier agricoles, contre l'intimité qui les unit, simplement parce qu'ils y voient un obstacle à la diffusion de leurs idées.

Si modique que soit le salaire du serviteur rural il lui permet cependant de réaliser quand il le veut de notables économies. Son budget est bien facile à établir,

au chapitre des recettes un seul article, le salaire annuel, au chapitre des dépenses deux ou trois articles seulement : vêtement, distraction et parfois légère pension alimentaire aux vieux parents. Le vêtement est évidemment la principale source de dépense, mais tout le monde sait qu'à la campagne, la mode et la coquetterie, sans être tout à fait inconnues, n'entraînent pas à de bien grands frais. Chaque année deux ou trois pantalons solides, quelques chemises, trois ou quatre paires de sabots, un habit complet pour les dimanches, renouvelé tous les deux ou trois ans, c'est tout ce qu'il faut au valet, et cela grève son budget de 50 à 100 francs au maximum. Pour la servante, la dépense est moins grande encore, car les travaux de l'intérieur entraînent une usure moins grande du linge et des vêtements, elle ne dépasse pas en moyenne 40 à 70 francs. Tout le reste du salaire est destiné ou à constituer un petit pécule, ou à s'évanouir en dépenses futiles, en jeu, en plaisirs, trop souvent en boisson. Quelquefois, il est vrai, le domestique ne fait pas d'économies importantes parce que une notable partie de son gage est destiné à subvenir aux besoins de sa famille : de ses vieux parents, de ses frères et sœurs en bas âge. En général, jusqu'à l'âge de 15 à 17 ans le salaire du domestique revient intégralement à la famille qui entretient l'enfant de tout ce qui lui est nécessaire ; mais de bonne heure celui-ci s'émancipe et il n'envoie à la famille que ce qui lui semble bon, souvent même, quand elle n'est pas dans le be-

soin, le jeune valet supprime de son budget cet article de dépense. L'autorité paternelle qui fait ainsi rentrer à la caisse commune le gain de ceux qui ont quitté le foyer se maintient plus longtemps sur les jeunes filles et il arrive qu'à la veille de leur mariage elles n'aient pas encore pensé à se réserver la plus petite part de leur gage. D'ailleurs le valet qui se marie, souvent, n'est pas, de son côté, beaucoup plus riche, avant de partir à la caserne il est rare qu'il n'ait pas fait quelques économies, mais durant les deux ans passés au régiment, les pièces de cent sous, lentement accumulées, prennent les unes après les autres, le chemin de la cantine; heureux si lors du retour il en reste encore quelques-unes pour réveiller en lui l'esprit d'économie et former le levain d'une nouvelle épargne.

Durant toute la semaine, le paysan, qu'il soit propriétaire ou valet, n'a point d'occasion de dépense au fond de son village, mais le dimanche, après la messe, à laquelle il ne manque pas d'assister, il résiste rarement à la tentation d'aller à l'auberge goûter quelques verres de muscadet. Trop souvent le jeune domestique s'attarde avec des camarades devant la table luisante où s'entassent les chopines, il joue aux cartes et il boit, abandonnant au cafetier heureux, le plus clair du gain de la semaine. Les foires et assemblées sont une autre occasion. Il arrive ainsi, au domestique, de demander sans cesse, de petits acomptes sur son gage et de n'avoir plus rien à recevoir lorsque vient la Saint-Jean.

Frappé du spectacle de ces beuveries, on est volontiers sceptique sur l'esprit de prévoyance des domestiques, et les fermiers eux-mêmes disent en gémissant, sur l'augmentation des salaires: « Si cela leur servait à quelque chose de se faire payer plus cher, mais non, tout notre argent passe chez l'aubergiste. » Il y a dans cette affirmation une grande part d'exagération, bon nombre de valets et servantes mettent de côté, chaque année, une partie considérable de leur salaire, peut-être mêmes sont-ils la majorité si l'on ne fait pas entrer en ligne de compte ceux dont le salaire retourne à la famille. Le petit pécule ainsi réalisé reçoit les emplois les plus divers, les uns le placent à la caisse d'épargne postale, d'autres le prêtent à des parents, à des amis, à leurs patrons pour acheter un coin de terre, une paire de bœufs ou une machine. Quelquefois aussi, quoique assez rarement, ces modestes fonds sont portés au notaire, l'encaisseur général des économies du paysan; enfin dans certaines communes, le fruit des économies de l'ouvrier vient grossir le fond de roulement d'une caisse de crédit rural. C'est assurément là l'emploi le plus intéressant qui puisse en être fait; sa généralisation serait de nature à faire disparaître en partie les inconvénients qui résultent de la concentration aux mains de l'état du produit de la petite épargne, et mettrait à la disposition des cultivateurs les capitaux qui peuvent leur être nécessaires et cela sans intervention de l'administration, sans qu'il soit besoin des avances et subventions de l'é-

tat. C'est la solution élégante du problème que se posent certains économistes : emploi des épargnes locales à l'alimentation du crédit local.

Le canton de Noray est particulièrement favorisé au point de vue du crédit puisqu'il possède autant de société de crédit, type Raiffeisen, qu'il y a de sections de communes ou paroisses. Ces toutes petites sociétés ont une vitalité plus ou moins grande, pour quelques-unes les opérations se réduisent à fort peu de chose, les plus actives ont un capital placé variant de 30 à 70.000 fr. Dans les cinq principales un assez grand nombre de domestiques ont déposé leurs économies.

Caisses rurales de Nozay, Vay, Abbaretz, Treffieux, La Chevallerais.

	1905	1906	1907	1908
Nombre de domestiques	23	34	36	40
Sommes déposées	10.850	11.580	8.200	7.600

Ces chiffres sont bien modestes si on les compare d'un côté au nombre des domestiques du canton, d'un autre côté à l'ensemble des capitaux formant le fond de roulement de ces caisses rurales. Il y a du moins un mouvement intéressant à signaler et qui peut être appelé à prendre plus d'ampleur. Déjà pour l'une de ces caisses, l'importance relative des capitaux appartenant aux domestiques est assez considérable.

Caisse rurale de Vay :

	1905	1906	1907	1908
Nombre de domestiques	14	24	28	33
Sommes déposées	3.700	7.200	4.900	4.800

Pour cette section de commune, un certain nombre de domestiques ont retiré en 1906 leurs fonds de la caisse d'épargne postale pour les apporter à la caisse rurale.

Un obstacle s'oppose malheureusement à ce que la caisse rurale devienne, en même temps que caisse de crédit, caisse de prévoyance pour la petite épargne: le cultivateur, en notre région, n'a guère besoin de capitaux et la caisse, faute d'emprunteurs, refuse les fonds qui lui sont offerts. Un organisme central pourrait remédier à cet état de chose en transportant dans d'autres régions moins favorisées les capitaux disponibles. D'ailleurs, l'obstacle s'évanouira peut-être de lui-même, car s'il faut en croire M. Zolla, le cultivateur ne comprendrait pas encore l'utilité d'une augmentation des capitaux d'exploitation, et le jour où son éducation sera faite sur ce point, il deviendra aussitôt emprunteur.

Les chiffres ci-dessus nous permettent de calculer mieux que par l'établissement d'un budget individuel la moyenne des économies possibles pour un serviteur rural. L'apport annuel moyen du domestique serait pour les cinq caisses de 285 francs; si l'on considère que dans le canton de Nozay, l'un des plus rapprochés du pays de Redon et du Morbihan, le gage du valet ne dépasse pas 380 francs et celui de la servante 200 francs, il pa-

raît évident que la somme de 285 francs ne peut être considérée comme le chiffre moyen d'épargne auquel peut atteindre la prévoyance individuelle, le résultat est faussé par l'apport d'économies antérieures effectué par certains domestiques. La moyenne des versements à la caisse de Vay, pour les années 1907 et 1908, qui est de 160 francs doit, au contraire, se rapprocher beaucoup de la vérité car la plupart des domestiques ont fait, en 1906, leur premier versement. Les apports effectués par les servantes contribuent à abaisser la moyenne. On peut conclure que le valet de ferme qui ne se laisse pas aller à de trop longues stations au cabaret, économise facilement 180 à 250 francs et même 300 francs par an, au bord de l'Anjou, la servante 100 à 150 francs.

CHAPITRE VI

La famille de l'ouvrier agricole — Ses ressources — Sa situation

§ I. — SES RESSOURCES

Au dire de Kautsky, les domestiques et servantes seraient, s'ils ne s'enfuyaient en ville « condamnés à rester leur vie durant, exclus non seulement de la propriété, mais aussi de la famille, du mariage, attachés comme des accessoires à un foyer étranger. » S'il en est ainsi, quelle n'est pas la cruauté de ces hommes, aux quels on supposerait de meilleures intentions, qui s'efforcent par tous les moyens, de retenir à la campagne l'ouvrier agricole. Mais Kautsky, sincère dans son affirmation, n'a-t-il pas cédé plus au moins consciemment au désir de légitimer cet exode rural qui apporte sans cesse à l'armée socialiste de nouveaux contingents, des militants sur lesquels il n'y avait pas à compter s'ils

étaient restés à leur charrue. Des observations limitées à un petit coin de pays, ne permettent pas de répondre à une affirmation aussi générale, mais l'examen des faits oblige à reconnaître qu'elle est contraire à la réalité dans notre région. L'ouvrier peut fonder, et il fonde presque toujours, quand il reste à la campagne, un ménage indépendant, alors même qu'il ne peut se procurer par achat ou par fermage la direction d'une exploitation. Cette constatation est intéressante car elle s'applique à une région où les salaires sont relativement peu élevés, où, par conséquent, il devrait être particulièrement difficile à l'ouvrier, qui n'a d'autres ressources que le fruit de son travail, d'élever une famille.

Le valet de ferme qui se marie, ne continue pas, le plus souvent, à se gager à l'année, il préfère travailler à la journée ou, après avoir passé l'hiver dans les bois, faire métive de la Saint-Jean à la Saint-Martin. Il peut ainsi obtenir un salaire un peu plus élevé et surtout jouir d'une liberté plus grande: à l'exploitation forestière il travaille quand il veut, comme bon lui semble, lorsqu'il travaille à la journée dans les fermes, il est entièrement libre le dimanche, tandis qu'à tour de rôle patron et valet sont de garde à la maison pour le soin des animaux. Néanmoins, quelques domestiques estiment que le gage fixe et le travail assuré, sont des avantages plus précieux et ils restent après leur mariage dans l'exploitation où ils travaillaient avant.

Tout village un peu important possède un ou deux de

ces petits ménages ouvriers; ils sont plus nombreux dans les bourgs où le journalier trouve régulièrement du travail chez les petits commerçants détournés de leurs exploitations agricoles par l'exercice de leur profession et chez les habitants plus aisés dont il entretient les jardins. Dans l'ensemble de l'arrondissement, c'est autour des forêts qu'ils se groupent en plus grand nombre, car la forêt leur assure du travail pendant l'hiver et le printemps.

Il serait possible de distinguer trois catégories différentes d'ouvriers agricoles: le valet de ferme, le journalier, le bucheron-métivier; mais quelque soit la différence qu'il y ait entre ces trois catégories, quand au genre de travail et au mode de paiement, la situation matérielle de la famille de ces ouvriers est toujours sensiblement la même.

La principale ressource de ces modestes foyers est le salaire du chef de famille. Le domestique qui n'est pas logé à la ferme, qui fait blanchir et entretenir chez lui ses vêtements obtient le salaire maximum de 380 à 450 francs, suivant les communes. Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'il n'obtienne pas un gage plus élevé, car peu importe au fermier que le domestique couche ou non à la maison. Quand au blanchissage et à l'entretien, qui pourraient être estimés 10 à 15 francs, ils ne peuvent être la base d'une augmentation sensible de salaire pour l'ouvrier qui les prend à sa charge.

Le journalier est toujours nourri dans l'exploitation

agricole où il travaille. Il arrive de grand matin pour commencer la journée avec le personnel ordinaire et pour lui, comme pour le valet, comme pour le patron, il n'y a d'autre limite à son travail, que la longueur du jour, et la durée du travail effectif varie de 8 à 12 et 13 heures suivant les saisons. Le salaire suit la même échelle ascendante: en hiver, c'est-à-dire du mois de novembre à février inclus, il reçoit 1 franc à 1 fr. 25; il y a 10 ou 15 ans, pendant tout le reste de l'année, il n'était encore payé que 1 franc 25, le manque de bras a produit une hausse sensible du salaire durant l'époque des foins et de la moisson, pendant laquelle le salaire s'élève pour toute la région à 1 fr. 50 et jusqu'à 1 fr. 75 et 2 francs pour les communes de l'est. L'année peut se diviser en quatre périodes correspondant plus ou moins exactement aux saisons.

Novembre, décembre, janvier, février 1 fr. à 1. 25

Mars, avril, mai 1 fr. 25

Juin, juillet, août 1 fr. 50 à 2 fr.

Septembre, octobre, 1 fr. 25

Si l'on calcule sur ces bases, le gain annuel du journalier, on trouve, en déduisant quelques jours perdus par suite du mauvais temps, une somme très voisine du gage du domestique: 380 à 440 francs. En réalité, le journalier ne va pas à la journée d'un bout de l'année à l'autre, à supposer qu'il ne travaille pas en forêt, ce qui est encore assez fréquent, il prend de temps à autre quelques travaux à effectuer à la tâche. Tant que la faucheuse

se n'a pas fait son apparition, l'ouvrier aimait à prendre à forfait une prairie à faucher ou un champ de blé à moissonner. Le travail à la tâche, sans occuper une bien grande place dans les opérations agricoles, car l'exploitant a toujours préféré faire lui-même son ouvrage avec des ouvriers sous ses ordres, avait cependant pour les ouvriers une certaine importance, leur permettant de réaliser quelques belles journées. Cette importance va, chaque jour, en diminuant depuis que la moisson et le fauchage du foin se font mécaniquement; d'ailleurs, l'ouvrier lui-même recherche moins ce travail car le tarif est resté le même tandis que le salaire journalier a considérablement augmenté pendant les trois mois d'été.

L'ouvrier reçoit : 15 francs par journal (48 ares) de blé coupé et mis en gerbes, ce qui représente 5 jours de travail pour un ouvrier moyen, 5 francs par journal de foin coupé, un bon faucheur peut faire environ 30 à 35 ares par jour. Le salaire moyen de la journée s'élève donc à 3 francs. C'est principalement en hiver que le journalier prend du travail à la tâche : il abat des arbres, émonde les chênes et débite le bois en corde et en fagots. Pour l'abatage des arbres, le salaire varie suivant la grosseur des pieds, il est payé 3 francs 50 pour faire un cent de fagots et un ouvrier moyen peut en faire 60, soit un salaire de 2 francs par jour, pour une corde de bois de branchage, dite rondin, il reçoit 3 fr., pour une corde de bois fendu 5 francs; un bon ouvrier pourrait faire la première dans un jour, mais la secon-

de demande en moyenne deux jours et demi de travail. En résumé, le journalier qui travaille à la tâche peut gagner 3 francs par jour en été, 1 fr. 50 à 2 fr. 25 en hiver.

Le métivier qui demeure dans la région reçoit pour ses quatre mois et demi de service, un gage qui varie de 180 à 200 francs, 250 francs au maximum. La métive terminée, il retourne en forêt, le marchand de bois ou son représentant délimite dans la coupe, le chantier du nouveau venu et celui-ci commence immédiatement son travail. La première opération, le débroussage, consiste à abattre tout le bois qui n'est pas susceptible d'être mis en corde pour faire du charbon. Le bois abattu est mis en fagots à un lien; pour l'abatage et la confection des fagots, l'ouvrier reçoit un salaire de 3 francs par cent; l'ouvrier moyen peut en faire 50 à 70 par jour. La plupart des exploitants donnent aujourd'hui le bois mort, les épines et ajoncs aux ouvriers. Le débroussage achevé, l'ouvrier abat le bois d'hiver, c'est-à-dire tout le bois de chêne assez gros pour être mis en corde, mais pas suffisamment, cependant, pour être écorcé. Le jour étant déjà plus long à cette époque, l'ouvrier pourrait faire, par jour, une corde de ce bois pour laquelle il est payé 3 francs, mais il perd beaucoup de temps à mettre en fagots les menues branches. Au mois de mars et avril, en attendant l'écorçage, le bûcheron revient d'ordinaire à l'exploitation agricole pendant quelque temps; il travaille alors à la journée ou, plus rarement, se gage au

mois. En mai commence la période de l'écorçage, la sève qui commence à circuler dans les brins de chêne qui n'ont pas été abattus, permet de les dépouiller de leur écorce. Celle-ci est séchée, est mise en bottes de 25 kilos, pour chacune desquelles l'écorceur reçoit 0 fr. 80 à 1 franc, suivant l'âge du bois écorcé, le tarif étant plus élevé pour le bois de 10 à 12 ans que pour celui de 18 à 20 ans. Le gain journalier de l'ouvrier à ce travail, est très variable; suivant la circulation plus ou moins active de la sève, le bois, d'après l'expression de l'écorceur, pèle plus ou moins bien; les vents d'est sont favorables tandis que les vents d'ouest exercent une action néfaste. Le salaire quotidien oscille entre les limites extrêmes de 1 fr. 50 au minimum, 5 francs et jusqu'à 8 francs au maximum. Les bois provenant de l'écorçage sont mis en corde aux mêmes conditions que le bois d'hiver.

D'une façon générale, on peut dire que le salaire du bûcheron atteint 1 fr. 50 en hiver, 2 à 3 francs au printemps. Encore faut-il tenir compte des pertes de temps occasionnées par les pluies, la neige qui rendent impossible le travail en plein air du bûcheron.

Le salaire du mari suffirait à peine à faire vivre la famille si la femme ne contribuait, par son travail, à accroître dans une certaine mesure, les recettes du budget familial. Cette contribution de la femme varie beaucoup suivant les situations. Si les enfants sont en bas âge, s'ils sont nombreux, ce qui est fréquent, car les doctrines néo-malthusiennes n'ont pas encore exercé leurs

ravages, alors, la mère ne peut quitter le foyer, et c'est précisément à ce moment où il faudrait des ressources plus abondantes que son salaire fait défaut. Aussi, la situation devient parfois critique et le nécessaire manquerait peut-être si la charité qui unit les habitants de la campagne et fait de chaque village une grande famille, n'empêchait la misère de venir prendre place au foyer du travailleur.

La femme travaille, elle aussi, à la journée; comme l'ouvrier elle est nourrie dans les fermes où elle est appelée, d'ordinaire, pour faire la lessive. Pendant l'été, elle prend part aux travaux agricoles. Durant les mois de juin, juillet, août, son salaire atteint 1 fr. 25 et 1 fr. 50, mais, pendant le reste de l'année, il ne dépasse pas 0 fr. 60 à 0 fr. 75. Cette rémunération si modeste pour le travail d'une journée entière a pourtant subi l'effet de la hausse générale des salaires et il y a seulement 10 ou 15 ans, la femme se faisait encore payer 0 fr. 50 et, pour les travaux de la moisson, elle ne recevait souvent que 0 fr. 75.

Tant que le ménage ouvrier n'a qu'un enfant, la mère peut encore aller travailler chez les voisins car on ne fait pas difficulté à ce qu'elle amène avec elle son enfant; qu'il en vienne deux, trois ou un plus grand nombre, la mère ne peut plus conduire avec elle toute la nichée; il faut, de toute nécessité, rester au foyer. C'est alors que se fait sentir toute l'utilité d'une petite exploitation; pendant que le père gagne de son côté un peu

d'argent, la femme, à la maison, prend soin de la vache, des cochons, de la chèvre, elle récolte les pommes de terre et coupe les quelques ares de blé noir ou de froment qui occupe le petit champ, et cela ne l'empêche pas de préparer la nourriture, d'entretenir le linge et les vêtements de la petite famille.

Tous les ouvriers ont un jardin de 3 à 6 ares attenant à leur habitation, et c'est déjà une ressource inestimable, car les légumes entrent pour une grande part dans l'alimentation. Quant à la petite exploitation si utile d'une étendue de 1 ou 2 journaux, qui permet l'entretien d'une vache, un grand nombre d'ouvriers, la moitié, peut-être plus, ne l'ont pas. Ceux qui en jouissent sont, les uns propriétaires, les autres fermiers de ce domaine réduit. C'est tout le rêve de la pauvre Perrette de la fable qui se réalise pour l'heureux possesseur. Il récolte, dans son champ, une partie du froment et du blé noir nécessaire à sa nourriture, la vache, bien soignée, donne le beurre pour la consommation du ménage, parfois même il est possible d'en vendre quelques livres; le petit lait et les pommes de terre permettent d'engraisser deux porcs dont l'un, mis au saloir, fournit du lard pour toute l'année; le prix de l'autre porc, d'un veau, de quelques volailles et des œufs, donnent une somme d'argent plus que suffisante pour subvenir aux frais de l'exploitation. Toute cette petite fortune repose sur le petit champ; pour le labourer et l'ensemencer, il suffit à l'ouvrier de huit à dix jours par an; il n'a ni les instruments ni les

animaux nécessaires, mais le voisin, chez lequel il travaille, lui prête ses bœufs et sa charrue et vient même lui donner un coup de main s'il est nécessaire ; en échange, l'ouvrier lui fait gratuitement quelques journées.

Le petit domaine procure ainsi l'aisance à l'ouvrier agricole, non pas tant par l'augmentation des recettes en argent, car il y a bien quelques dépenses corrélatives, que par la nourriture abondante et variée qu'il procure à la famille.

Si tous les ouvriers n'ont pas leur champ, tous du moins ont leur petite basse-cour : quelques poules qui pillent de ci de là leur nourriture dans les champs, deux ou trois lapins, nourris avec les débris du jardin et parfois une chèvre. Il arrive assez fréquemment que tout en n'ayant pas son coin de terre, l'ouvrier possède néanmoins une vache et par suite un ou deux porcs. On se pose immédiatement la question : comment peut-il les nourrir ? Au printemps, la vache paît l'herbe qui pousse au bord des haies et sur les rigoles le long des chemins et des routes, la femme la conduit aussi au bout des champs dans l'espace non labouré qu'on appelle la folière, l'exploitant le permet volontiers, car il ne pourrait garder son troupeau dans cet espace étroit qui entoure la récolte ; Quelquefois l'ouvrier fait le foin d'une prairie moyennant l'autorisation de faire pâturer la seconde pousse de l'herbe ou regain. L'hiver, la bonne laitière risquerait de périr devant sa mangeoire vide si son propriétaire n'achetait un peu de foin et quelques sacs de son.

D'ailleurs l'exploitant qui prête ses bœufs et sa char-
rue à celui qui a un coin de terre, sait se montrer plus
généreux encore, il prête son champ à celui qui n'a
rien, et autorise l'ouvrier à semer quelques sillons de
pommes de terre à condition de fumer lui-même le
terrain. Celui-là même qui n'a pas d'animaux à nourrir
use de cette faculté car le jardin serait trop étroit pour
produire les principaux légumes qui entrent dans l'a-
limentation de la famille. Ainsi l'ouvrier a presque tou-
jours un sillon de choux, un ou deux sillons de pommes
de terre. Quoiqu'il n'y ait pas de convention préalable
avec le propriétaire ou fermier, celui-ci refuse rare-
ment d'accorder ce supplément de salaire en nature;
c'est bien un supplément de salaire, car le plus souvent
l'ouvrier n'est pas tenu de faire des journées de travail
en échange.

De temps à autre l'ouvrier sème, toujours sur le ter-
rain du patron, une planche de lin qui lui permet de
renouveler sans dépense le linge de la maison. Enfin,
les années où la récolte de pommes est abondante, il est
autorisé à faire du petit cidre sur le marc déjà pressé,

Toutes ces légères gratifications en nature, qui à la
vérité n'entraînent pas une grande dépense pour l'ex-
ploitant représentent une valeur considérable pour le
journalier et le domestique; seule, elles permettent de
comprendre comment avec d'aussi faibles ressources pé-
cuniaires, il lui est possible d'équilibrer son budget, et
même de faire quelquefois des économies. S'il lui fal-

lait, comme l'ouvrier des villes, recourir au marchand pour le moindre légume, le plus petit morceau de viande, il aurait vite fait d'arriver au bout de son salaire.

Dans certaines communes, sur la limite de l'Anjou, où la hausse du salaire a été particulièrement rapide en ces dernières années, les fermiers et propriétaires ont une tendance à se montrer moins généreux. L'ouvrier, maître de la situation par suite de la pénurie des bras, exige une rémunération plus élevée, le cultivateur auquel une dépense supplémentaire est imposée cherche à rétablir l'équilibre en faisant payer ses services; si bien que l'on ne saurait dire si le relèvement des salaires a réellement augmenté le bien-être de l'ouvrier, et même, quoique cela puisse sembler paradoxal, c'est peut-être le contraire qui s'est produit: non seulement, en effet, la famille de l'ouvrier est en partie privée du supplément de salaire en nature, mais se croyant plus riche parce qu'il reçoit un salaire en argent plus élevé, l'ouvrier prend volontiers une chopine de plus, et de son côté sa femme se laisse aller parfois à des dépenses futiles.

Le travailleur des champs qui possède des animaux n'en est pas toujours propriétaire; quand le capital nécessaire pour en faire l'acquisition lui fait défaut, il s'adresse à un voisin qui achète pour lui la vache et lui remet « à moitié » ou « en cheptel ». Le preneur a pour lui tout le lait et la moitié du prix de vente du veau; le bailleur perçoit l'autre moitié, ce qui représen-

te une somme variable de 30 à 50 francs par an pour un capital de 200 à 300 francs. Le placement semble fait à un taux usuraire, mais le bailleur garde à sa charge tous les risques: en cas de perte de l'animal, son capital est perdu; en cas d'avortement, il ne reçoit pas d'intérêts. Quand, ce qui est plus rare, ce sont des brebis qui font l'objet du contrat, le journalier et le bailleur partagent par moitié le produit de la laine et des agneaux.

Cette opération se comprend très bien quand elle se passe entre l'ouvrier et le cultivateur qui l'emploie, si son capital rapporte à celui-ci de gros intérêts, non seulement il garde pour lui les risques, mais souvent c'est lui qui nourrit en partie la vache; et puis s'il avait prêté ses deux ou trois cents francs, il aurait eu beaucoup de chance de ne recevoir aucun intérêt et même de n'être remboursé que beaucoup plus tard, car entre voisins, on ne se gêne pas à la campagne. Les petits rentiers du bourg ou de la petite ville, commerçants aigrefins ou fonctionnaires en retraite, trouvent quelquefois dans ce contrat la matière d'une bonne petite spéculation; usuriers modestes, ils recherchent le client, volontiers ils éclairent la veuve ou l'ouvrier pauvre, sur l'intérêt qu'ils auraient à posséder une vache; charitablement ils ouvrent leur bourse et multipliant les placements, ils augmentent leurs revenus tout en diminuant les risques. Les caisses rurales ont fort heureusement permis aux journaliers de trouver les capitaux nécessaires à leurs acqui-

sitions sans recourir à cet expédient; elles leur prêtent les sommes qu'ils demandent moyennant la garantie d'une caution personnelle; or, les fermiers et propriétaires refusent bien rarement de jouer ce rôle. C'est ainsi que dans le canton de Nozay, les caisses de Vay et d'Abbaretz ont prêté en ces dernières années une somme de 3040 francs à 15 ouvriers pour permettre à chacun d'eux d'acheter une vache.

Les travailleurs les plus pauvres, en particulier les ménages sans enfants et les femmes veuves, prennent en pension des pupilles de l'assistance publique; ils reçoivent par enfant la modique somme de 12 francs par mois pour le logement, la nourriture et le blanchissage. Il est évident qu'il n'y aurait aucun bénéfice pour l'ouvrier si la nourriture ne lui était fournie en partie par les subventions en nature des cultivateurs.

Une dernière ressource de l'ouvrier, déjà mentionnée, consiste dans le salaire des enfants placés en service: tant qu'ils n'ont pas atteint l'âge de 16 à 18 ans, leur salaire revient intégralement à la maison paternelle, qui, par contre, les entretient de ce qui leur est nécessaire. L'importance de cette recette dans le budget de l'ouvrier est capitale; à elle seule elle explique l'état de déficit, d'équilibre ou d'excédent. Il faut remarquer en effet, qu'elle n'existe pas au moment où les dépenses sont précisément le plus élevé, car tous les enfants en bas âge sont groupés autour du foyer, elle apparaît et

elle s'accroît au fur et à mesure que les bouches diminuent à la table de l'ouvrier.

Au milieu des dix ou quinze maisons qui composent le village, construites en tous sens comme si elles étaient tombées au hasard, avec les granges, les étables, les hangars, du cornet d'un joueur aux dèss, séparées les unes des autres par d'étroites cours fourrées d'une épaisse couche d'ajoncs; il serait bien difficile de reconnaître au simple aspect la maison de l'humble travailleur de celle du riche propriétaire. Elles se ressemblent toutes, avec leur basse toiture d'ardoise, leur porte vitrée et leur unique fenêtre au-dessus desquelles courent les rameaux d'une vigne.

Le journalier habite l'une de ces maisons et il a le plus souvent à côté, une petite étable et un refuge à porcs. Le logement est tantôt composé de deux pièces, plus généralement d'une seule et d'un cellier; pas de plancher, c'est un luxe inconnu chez le cultivateur, une porte en bois plein donne accès par derrière et deux baies vitrées sur la façade laissent pénétrer la lumière. La maison est claire et bien aérée, trop humide peut-être au gré des hygiénistes; pourtant des générations y ont vécu qui s'y portaient très bien, et les descendants ne semblent pas atteints de dégénérescence morbide. Il faut reconnaître néanmoins que l'établissement de planchers dans les constructions rurales serait un grand progrès et rendrait les habitations plus agréables et peut-être plus saines.

Quelques ouvriers sont propriétaires de leurs habitations; souvent ils possèdent un coin de terre et c'est en général ce qui reste, à la suite de partages successifs, d'un domaine plus étendu possédé autrefois par la famille. Les autres louent une maison pour un prix qui varie de 25 à 60 francs suivant l'étendue du jardin et l'importance du logement.

La maison est assez grande pour contenir deux ou trois lits, suivant le nombre des membres de la famille; les enfants couchent deux par lit, quelquefois trois quand la famille est nombreuse; au milieu est placé la table autour de laquelle deux ou trois chaises et un banc; le mobilier est complété par une ou deux armoires et une maie qui fait l'office de pétrin et en temps ordinaire reçoit le lait. La propreté, ce luxe des pauvres, règne dans ces logements et leur donne un aspect gai et accueillant, un air d'aisance et de bien-être qui, il est vrai, cache quelquefois de dénuement. Une lampe de faïence accrochée à la poutre est suspendue au milieu de la pièce. Aujourd'hui tout le monde s'éclaire au pétrole; il y a vingt ou trente ans, l'éclairage à la résine était seul connu et l'on peut encore voir, chez de vieux laboureurs attachés aux anciennes habitudes, la petite chandelle de résine accrochée au coin du foyer à un chandelier primitif qui brûle en crépitant et répand dans un rayon de quelques mètres une lueur pâle et vacillante.

Le chauffage qui dans les villes grève lourdement le

budget des pauvres, n'entraîne pas pour l'ouvrier de la campagne de bien grandes dépenses. Le bûcheron rapporte des taillis les bois de peu de valeur qui lui sont abandonnés; de son côté le journalier qui en hiver déracine les arbres, fait une abondante provision de racines; c'est à peine si de temps à autre l'ouvrier achète une corde de grosses bûches ou un cent de fagots.

Il n'en est pas de même du vêtement; il faut tous les prodiges d'ingéniosité de la femme pour que ce chapitre n'absorbe pas à lui seul la moitié des ressources pécuniaires du ménage, et pourtant tout luxe est banni du costume du travailleur rural. C'est sur ce point que l'économie en nature a le plus reculé dans nos campagnes. Jusqu'au milieu du siècle dernier le paysan ne demandait presque rien autre chose à l'industrie, que son bonnet de laine; le tisserand du village fabriquait la toile, la serge et le bélinge, et le tailleur allait de maison en maison confectionner les vêtements avec les étoffes qui lui étaient fournies. Aujourd'hui la serge n'existe plus que dans le trousseau des anciens, le bélinge et la toile tendent à disparaître à leur tour. Pour le vêtement, il n'y a pas de différence sensible entre l'ouvrier et le propriétaire; durant l'été, tout le monde porte au travail de légers habits de coton; l'hiver les hommes portent encore des pantalons de gros bélinge; les femmes ont presque partout abandonné ce tissu; on préfère à la toile, pour la confection des chemises, les étoffes de coton aux dessins bigarrés. Cette révolu-

tion dans l'habillement est déjà achevée dans certaines communes plus qu'à demi angevines de l'est de l'arrondissement; dans le reste du pays, elle se fait plus lentement à mesure que la nouvelle génération abandonne les vieilles habitudes. Dans notre région, comme partout ailleurs, les tisserands sont victimes du progrès industriel, leurs métiers battent encore, mais chaque jour ils diminuent en nombre. Il ne faudrait pas croire cependant que le seul bon marché des tissus fournis par la grande industrie soit la cause du changement. La mode y est pour quelque chose, car le prix de revient incontestablement supérieur des anciennes étoffes est largement compensé par leur résistance à l'usage que ne possèdent pas les produits manufacturés. Avec les étoffes du pays, le cachet original du costume s'en est allé lui aussi et rien ne distingue plus le paysan endimanché de l'ouvrier des villes, rien, si ce n'est sa démarche lente, son allure de terrien qui, elle, ne s'efface pas. Les femmes aussi ont quitté en ces dernières années leurs devantaux et leurs fichus aux couleurs voyantes, ne gardant de leurs anciennes parures que la petite coiffe de tulle au fond brodé. C'est l'uniformité laide qui nous envahit venant à la fois des villes et des campagnes de l'Anjou.

Dans la plupart des ménages ouvriers la femme file encore quelques écheveaux de fil et fait fabriquer de temps à autre une pièce de toile avec laquelle elle fait des draps et des chemises pour elle et pour son mari,

plus rarement pour les enfants; parfois aussi elle achète un peu de laine pour faire les culottes de l'ouvrier. La femme confectionne elle-même la plus grande partie du linge et des vêtements, tantôt seule, tantôt avec le concours des lingères; elle les entretient, et il faut voir avec quelle habileté elle accumule pièces et reprises pour faire servir quand même un habit depuis longtemps usé; enfin, toujours un tricot à la main, quand elle n'a pas d'autre occupation, elle fait des bas pour toute la maison. Elle-même fait la lessive, blanchit et repasse le linge, les coiffes exceptées, car repasser une coiffe, c'est tout un art dont la lingère seule possède le secret.

Malgré tout le travail de la femme, le vêtement reste cependant une des causes qui obligent le plus souvent l'ouvrier à dénouer les cordons de la bourse, et les dépenses qu'il en résulte ne sont pas généralement compressibles, car il y a un minimum au-dessous duquel l'ouvrier ne peut pas et ne veut pas descendre. Pour aller au travail il n'est pas exigeant; d'ailleurs on n'y regarde pas de bien près à la campagne, et l'on dit volontiers de quelqu'un qu'il est très bien vêtu pourvu que ses habits ne soient pas trop malpropres et qu'ils n'aient pas de trous apparents. Encore faut-il renouveler assez souvent ces vêtements, car ils s'usent vite, surtout à certains travaux, comme le liage et le battage des céréales. Il faut en outre à chacun des membres de la famille un costume pour venir au bourg le dimanche

assister à la messe, c'est ce à quoi l'ouvrier le plus pauvre ne renonce jamais.

Ce caractère d'incompressibilité des dépenses du vêtement se retrouve à un degré moindre chez celles qui sont relatives à la nourriture. Quel que soit le degré d'aisance, du paysan, la base de son alimentation consiste toujours en pain, galette, lard et légumes; s'il est riche, il achète quelques morceaux de viande de boucherie et il consomme au lieu de les vendre tout ou partie des produits de la basse-cour; comme l'ouvrier, lui n'est pas riche, il se contente le plus souvent de l'ordinaire, sans apporter de supplément. Habituellement la femme boulange le pain de la famille; l'ouvrier qui a une petite exploitation achète une partie de son froment quand la récolte ne suffit pas. Le métivier, parfois, stipule qu'une partie de son gage lui sera payé en nature: froment ou blé noir. Un certain nombre d'ouvriers achètent leur pain, parmi ceux-là surtout qui habitent le bourg. Presque tous engraisent tant bien que mal un petit cochon; ceux qui ne le peuvent, en achète un quartier.

On peut dire en général que l'alimentation de l'ouvrier chez lui ne diffère pas beaucoup de celle qu'il reçoit à la ferme: le pain ne manque pas, le lard non plus et l'ouvrier, lui aussi, de temps à autre, peut mettre sur la table un lapin et même un poulet. Malheureusement il y a à cette règle de rares mais lamentables exceptions. Dans l'existence de l'ouvrier il y a un passage difficile,

c'est l'époque où tous les enfants, trop jeunes pour travailler, sont encore à la maison; la mère, alors, reste auprès d'eux et le salaire du père de famille forme l'unique ressource. Pour celui qui possède un petit champ et une vache, tout se passe assez bien; pour celui qui n'a rien, la situation devient critique quand la famille augmente, et comme les dépenses relatives à la nourriture présentent seules une certaine élasticité, ce sont elles qui sont réduites. La bouillie, les pommes de terre, le lait caillé remplacent plus fréquemment le pain, le saloir reste vide pendant de longs mois et toute la viande qui paraît sur la table, consiste en quelques morceaux de lard achetés le dimanche. Le régime alimentaire est alors insuffisant. Dans les familles les plus nombreuses le plus strict nécessaire manquerait parfois si les voisins et les personnes riches de la commune ne fournissaient des secours en argent et en nature. Lorsque ceux-ci méconnaissent leur devoir, on voit, très rarement il est vrai, ce spectacle pénible d'une mère obligée de mendier le pain de ses enfants tandis que le mari, honnête travailleur, peine du matin au soir sans pouvoir nourrir sa famille. Cette condition misérable ne doit pas être considérée comme la situation normale du travailleur rural, c'est une monstruosité au point de vue social et économique. Le travailleur rural n'est pas riche, il ne fait pas ou presque pas d'économies; comment le pourrait-il avec son salaire de deux francs; mais il élève sa famille sans connaître le dénuement. Les familles les

plus nombreuses y échappent quand elles ont une petite exploitation ou quand les parents ont été assez prévoyants pour faire, avant leur mariage, quelques économies en vue de l'avenir.

C'est à ses qualités morales que le travailleur des champs doit de ne pas connaître la misère malgré la modicité de son salaire. Laborieux, il ne quitte son travail qu'autant que la température trop rigoureuse l'y oblige, et quand la pluie ou la neige le contraint à rentrer chez lui ; il emploie son temps à préparer ses outils et à tresser des paniers. Sobre au moins à dater du jour de son mariage, celui-là même qui, jeune domestique, semait son gage sur les tables d'auberges, espace de plus en plus ses visites au cabaret et finit par en oublier le chemin. De son côté, sa compagne, économe et laborieuse, sait tenir le logis propre et gai, élever les enfants, vaquer aux travaux de la petite exploitation et à la préparation des repas. Ce n'est pas la commère oisive qui bavarde avec sa voisine au seuil de son logis négligé. Le travailleur, heureux de son bien-être relatif, passe en famille le jour du dimanche sans chercher dans le jeu ou l'ivrognerie, l'oubli momentané de la misère.

Les ouvriers des champs ne connaissent pas les institutions de prévoyance et les quelques associations de secours mutuels qui fonctionnent dans les villes, ne recrutent pas leurs membres parmi eux ; aussi ces familles qui vivent au jour le jour du salaire de leur chef sont privées de toutes ressources quand celui-ci est frappé

d'une maladie ou victime d'un accident. L'assistance médicale gratuite permet d'avoir recours aux soins du médecin, quand au reste, il faut faire appel à la charité publique. L'action qui résulte de l'article 1382 du code civil, en cas d'accident, n'est jamais exercée quelque soit les circonstances, mais il faut dire, à l'honneur des cultivateurs de la région, que conscients de leur devoir, ils n'abandonnent pas l'ouvrier auquel un accident est arrivé dans leur exploitation et ils contribuent d'ordinaire pour une grande part à soutenir la famille jusqu'au rétablissement du père.

L'ouvrier n'a de repos pour ses vieux jours que lorsque l'un de ses enfants a pu se monter en ferme, il se retire alors auprès de lui et quand il est encore valide il reprend, à la fin de sa carrière, le rôle de gardien de troupeaux par lequel il avait commencé. Sinon, il travaille comme il peut jusqu'à son dernier souffle, recevant seulement une modeste pension de ses enfants en service. Le jour où le travail lui devient impossible, le vieillard qui n'a pas d'enfants pour le soutenir, reste à la charge de ses voisins et de la commune. L'allocation votée par le conseil municipal en exécution de la loi sur l'assistance aux vieillards, lui permet de pourvoir à ses besoins les plus pressants. Le chiffre d'allocation mensuelle, adoptée par les communes de l'arrondissement, est assez faible, pour un très grand nombre il est de 5 francs, pour la plupart il varie entre 5 et 10 francs, dans deux communes seulement il atteignait 12 francs en 1908.

CHAPITRE VII

Inventaire et budgets de familles ouvrières

Inventaire des biens et du mobilier de la famille Morel, composée du père, de la mère et deux fils, âgés l'un de 14 ans, l'autre de 12 ans.

(L'ouvrier exploite une parcelle de terre de 60 ares).

I. *Propriétés*

Succession des parents.....	500
Economies	200
Fonds de roulement de la maison.....	50
	750

II. *Matériel.*

1° Outils : 1 faux avec enclume et marteau, 5 fr. 50 ; 2 fourches, 2 fr. 50 ; 1 tranche, 3 fr. ; 1 pic, 3 fr. ; 1 serpe 3 fr. 50 ; 1 râteau, 1 fr. 25 ; 1 pelle, 5 fr. ; divers petits instru- ments, 8 fr.....	31 75
---	-------

2° Matériel d'exploitation :

1 charrue à avant-train.....	30
1 chaudière.....	40
Joug et courroies.....	9
Brouette.....	10

3° Animaux et volailles :

10 poules.....	20
5 lapins.....	6
1 vache.....	220
1 porc.....	80
1 chèvre.....	20
	466 75

III. Mobilier et vêtements

1° Meubles, ustensiles et objets divers de la maison.

2 lits garnis.....	225
1 armoire.....	80
1 maie.....	20
1 table et 6 chaises.....	35
1 buffet.....	50
2 seaux.....	6
1 horloge.....	30
1 lampe.....	3 50
4 barriques et deux demies barriques.....	25
10 pots à lait.....	1
Vaisselle et ustensiles de cuisine.....	25
	500 50

2° Vêtements

du père : 4 habits complets, 120 fr. ; 2 blouses, 15 fr. ; 2 chapeaux, 5 fr. ; chaussures, 15 fr.....	155
---	-----

De la mère : 4 toilettes, 100 fr.; 4 coiffes, 10 fr.; chaussures, 12 fr.	122
Des enfants : vêtements et chaussures.....	150
	427

3° Linge:

10 draps.....	30
6 chemises d'homme.....	18
6 chemises de femme.....	18
10 chemises d'enfants.....	20
6 serviettes.....	7
Mouchoirs.....	10
Divers.....	25
	128

4° Bijoux:

Bagues et alliances.....	25
Montre.....	35
	60

5° Livres:

4 livres de messe.....	8
------------------------	---

Total 2.335 25

BUDGETS

Budget de la famille Morel

I. Revenus des propriétés

700 fr. placés à 4 o/o.....	28	28
-----------------------------	----	----

II. Salaires

1° Salaire du mari. (L'ouvrier est nourri quand il travaille à la tâche).	
185 jours d'été à 1 fr. 50.....	277 50

(pour mention : 10 jours passés à son champ, 5 journées de travail chez le cultivateur qui prête ses instruments).

69 journées d'hiver à 1 fr. 25.....	86 25	
20 jours de travail à la tâche en hiver.....	35	
	<u>398 75</u>	398 75
2° Salaire de la femme (la femme est nourrie à la ferme).		
5 jours à 0 fr. 75.....	3 75	
10 jours à 1 fr. 25.....	12 50	
	<u>16 25</u>	16 25
3° Salaire des enfants		
Gage de l'aîné.....	80	
Gage du plus jeune.....	35	
	<u>115</u>	115
		<u>557 90</u>

III. Revenus de la petite exploitation

	Valeurs des produits consommés	recettes pécuniaires
1 veau.....	»	70
2 chevreaux 1 consommé, 1 vendu.....	5	5
2 porcs 1 consommé 1 v...	80	80
10 poulets.....		17 50
10 lapins.....	42 50	
beurre 40 livres vendues à 0.40.....		44
35 liv. consom....	38 50	
œufs 47 d. vend. à 0.75		34 50

20 d. consommées	15		
lait de chèvre 50 litres			
à 0.075.....	3 75		
200 kilog blé.....	43		
100 kilog blé noir.....	15		
100 kilog pommes de terre.	6		
1/2 barrique de cidre.....	12		
6 litres d'eau de vie.....	9 50		
produits divers du jar-			
din.....	35		
	<u>275 25</u>	<u>251</u>	<u>251</u>
Total des recettes en argent.....			808 90

DEPENSES

I. *Nourriture*

1° Céréales : 100 k. de blé, 21 fr. ; 200 k. de blé noir, 30 fr. ; le reste est récolté.....	51	
2° Beurre, laitage, œufs, viande de porc, proviennent de l'exploita- tion.....		
3° Viande de boucherie, 10 fr. ; poisson, 5 fr.....	15	
4° Sel, 4 fr. 50 ; poivre, 2 fr. 50 ; sucre, 10 fr. 50 ; café, 5 fr. ; huile, 3 fr.....	25 50	
5° Boisson : 500 k. de pommes à cidre.....	32	
	<u>123 50</u>	123 50

II. *Habitation*

1° Loyer, maison et jardin.....	38
---------------------------------	----

2. Vaisselle et mobilier, achat et réparation.....	5	
3. Chauffage.....	40	
4. Eclairage.....	7 50	
	<u>90 50</u>	<u>90 50</u>
		214

III. *Vêtement*

1. Homme, 40 fr.; femmes, 25 fr.; enfants, 45 fr.....	110	
2. Chaussures : 10 paires de sabots 16 fr.; 1 paire de souliers, 42 fr.	28	
3. Entretien : laine, fil, coton, aiguille.....	15	
4. Blanchissage : savon, 7 fr. 50 ; repassage des coiffes, 2 fr.....	9 50	
5. Linge : Acheter 50 paquets de lin broyé à 0,25.....	12 50	
Payer tisserand pour faire la toile.....	<u>10 80</u>	
	185 80	185 80

IV. *Besoins moraux. — Récréations. — Santé*

1. Culte.....	6	
2. Dépenses aux foires.....	6	
3. Menues dépenses des enfants...	45	
4. Tabac.....	45	
5. Service de santé.....	<u>3</u>	
	45	

V. *Dépenses relatives à l'exploitation*

1. Entretien et renouvellement des outils.....	5
--	---

2. 1.000 k. de foin, 44 fr.; 200 k. de son : 29 fr.; 50 k. de recoupes, 8 fr.....	81	
3. Achat de 3 porcelets.....	60	
4. Location du champ.....	35	
5. Graines et plants pour le champ et le jardin.....	2 50	
	183 50	183 50
Total des dépenses.....		628 30
Recettes....	808 90	
Dépenses ...	628 30	
Excédent des recettes...	180 60	

La famille Morel:

Les parents des deux époux étaient fermiers. Jacques Morel, le père du mari, né à la Melleray de Bretagne, en 1826, reste de bonne heure orphelin, il est recueilli à l'abbaye de Melleray où les moines agriculteurs lui apprennent à travailler. Il se gage comme valet à Chateaubriant et se marie avec une servante de ferme. Ayant réalisé des économies sur leurs gages, les époux louent une ferme à Moisdon-la-Rivière. Ils ont une nombreuse famille, neuf enfants; à mesure que ceux-ci grandissent la ferme devient trop petite pour occuper tout le monde, les parents prennent donc à Jans une exploitation plus étendue. Quelques années plus tard, des difficultés surviennent avec le propriétaire, Morel est obligé d'abandonner sa ferme et prévenu trop tard il ne peut en trouver une autre; il loue une petite borderie où il ne peut garder auprès de lui qu'un de ses

enfants, les autres se dispersent comme domestiques. Deux d'entre eux seulement ont pu se remonter en ferme.

Jean Morel, né en 1868 est venu quelque temps après son mariage, s'établir à Puceul comme journalier; il a deux fils âgés l'un de 14 ans, l'autre de 12 ans. C'est le véritable type du journalier, il ne travaille pas dans les bois, habitant un petit bourg, il trouve pendant toute l'année du travail à la journée sauf pendant quelques jours d'hiver, durant lesquels il exécute du travail à la tâche. Il n'y a donc pas de chômage pour lui. Bon travailleur, sobre et économe, il a jusqu'à présent vécu au jour le jour sans connaître la misère ni la gêne. Il afferme un petit champ, de 60 ares, ce qui lui permet de nourrir une vache et deux porcs.

Morel a déjà chez le notaire une modeste somme reçue en héritage, il entre dans la période où il va pouvoir réaliser des économies, ses recettes étant accrues du gage de ses deux fils en service. Le grand désir des époux est de trouver une petite ferme où ils travailleraient chez eux en gardant près d'eux leurs enfants.

Budget de la famille Péniguel

Composé du père, de la mère et de 5 enfants.

Recettes

I. Revenu des propriétés

Néant.

II. Salaires

1° Salaire du mari:		
Métive de la St-Jean à la St-Martin.	186	
Travail dans les bois, 20 jours à écorcer, 3,75 par jour = 75.		
150 jours à 4,50 = 225.....	300	
Salaire de la femme:		
Recarder et filer 75 livres de laine à 0,70 la livre.....	52 50	
	532 50	532 50

III. Produits de la basse-cour

	Consommés	Vendus	
10 canards.....		25	
6 poulets		9	
2 chevreaux, 1 consommé,			
1 vendu.....	5	5	
1 porc.....	60		
Lait de chèvre. 200 lit. à 0,075	15		
35 douz. d'œufs, 25 vendues		18 75	
10 consommées	7 50		
		57 75	57 75

IV. Produits du jardin. 35

V. Subventions

2 barriques de petit cidre...	16	
6 ares de lin (broyé et filé par la femme).....	21	
1 sillon de pommes de terre.	42	
	171 50	590 25
Recettes en argent.....		590 25

DEPENSES

I. *Nourriture*

1. 243 pains de 6 livres à 0,80.....	194 40
150 kilos de farine de blé noir à 35 fr. les 100 kilos.....	52 50
2. beurre, 1 livre par semaine à 1,10	57 20
3. poissons.....	5
4. sel 5,40, poivre 3, café et sucre 6,10	14 50
5. pommes séchées p ^r faire du cidre	10
	333 60

II. *Habitation*

1. Loyer : maison et jardin.....	35
2. Mobilier : achat et réparations.	5
3. Chauffage (rapporté des bois)...	
4. Eclairage.....	7 50
	47 50
	47 50

III. *Vêtements*

1. Vêtements : homme, 40 fr.; fem- me, 20 fr.; enfants, 40 fr.....	100
2. Chaussures.....	30
3. Entretien : laine, fil, coton, ai- guille, laine à tricoter.....	20
4. Blanchissage : savon.....	10
Repassage des coiffes.....	1 50
5. Linge : payer tisserand pour 25 mètres de toile.....	15
	176 50
	176 50

IV. *Besoins moraux. — Récréation. — Santé*

1. Culte.....	4	
2. Menues dépenses.....	5	
3. Santé (assistance médicale gratuite).....		
	9	9

V. *Dépenses diverses*

1. Entretien des outils.....	3	
2. Achat d'un porcelet.....	20	
	23	23
		589 60

Dépenses totales. 589 60

Recettes..... 590 25

Famille Péniguel

Julien Péniguel appartient à une famille d'ouvriers agricoles. Son père, fils d'un journalier de Messac, arrondissement de Redon, naquit en 1828, il était l'aîné d'une famille de sept enfants. Dans le pays de Redon, alors couvert de landes, le travail était rare et les salaires très bas, aussi beaucoup de jeunes gens émigraient comme domestiques vers la Loire-Inférieure et l'Anjou. François Péniguel, à l'âge de 19 ans, vient à Nort, à une assemblée de domestiques, il se gage chez un fermier d'Abbaretz pour la somme de 100 francs par an. Très fort et bon travailleur, il exige dès l'année suivante, une augmentation de prix et il obtient 140 fr., c'était alors

le gage maximum d'un valet. Douze ans après son départ de Messac, son salaire, dont il envoie chaque année une partie à sa mère, atteint 170 francs. A cette époque 1859, il se marie avec une servante de ferme, dont le salaire annuel s'élevait à 100 francs. Ni l'un ni l'autre des deux époux n'ayant pensé à faire des économies, c'est à peine s'ils peuvent se payer un petit mobilier.

Ils viennent habiter Nozay. François Péniguel prend du travail à la tâche sur une propriété voisine de la ville dont il remplace les vieilles clôtures par des fossés neufs. Il y travaille dix ans, gagnant 2 à 3 francs par jour et trouvant en outre son chauffage dans les souches, les racines et le bois mort des clôtures. Quinze ans après leur mariage, les époux Péniguel avaient eu treize enfants, sept sont encore vivants aujourd'hui. Il fallut pour nourrir la famille, toute la force et toute l'ardeur au travail du père, il éleva pourtant ses enfants sans avoir recours à la charité publique. Grâce, il est vrai, à la bonne volonté du boulanger, qui consentait à faire de longs crédits quand la situation était particulièrement difficile.

Cet héroïque travailleur, devenu aveugle depuis quelques années, vit retiré avec son épouse, dans un petit village de la commune de Puccul, vivant d'une modeste pension que leur font leurs enfants dont deux sont aujourd'hui fermiers, à laquelle vient s'ajouter l'allocation mensuelle de 16 francs, accordée par la commune aux deux vieillards.

Le neuvième enfant, Julien, né le 1^{er} juin 1870, habite dans le voisinage; c'est le plus pauvre de la famille. Il a épousé peu après son retour du service militaire, la fille d'un journalier de la Melleray-de-Bretagne. La santé assez précaire de la jeune femme nécessiterait parfois des soins qu'il est difficile de se procurer. Les époux ont eu six enfants depuis leur mariage, l'aîné est mort victime de la tuberculose, le plus jeune est âgé de deux ans. Péniguel passe l'hiver et le printemps dans les taillis comme bûcheron et il fait métive en été. Malgré la hausse des salaires il a beaucoup de peine à nourrir sa famille et même pendant quelque temps le nécessaire a manqué et la femme à qui la santé précaire et les charges de famille ne permettaient pas de travailler, a été obligée de mendier le pain de ses enfants. Leur situation s'est légèrement améliorée et la petite somme de 52 francs, gagnée par la femme, leur a permis d'équilibrer aisément leur dernier budget et même de faire une petite dépense extraordinaire pour renouveler le linge de la maison, néanmoins elle ne cesse pas d'être critique, car cette recette provenant du travail de la femme, est assez aléatoire. L'aîné des enfants va bientôt pouvoir, en gardant le troupeau, gagner sa nourriture et un léger salaire, à partir de ce moment la condition de la famille deviendra définitivement meilleure.

Comparaison des deux budgets

La comparaison des deux budgets confirme ce qui a été dit plus haut.

1° Posséder une petite exploitation est un avantage considérable pour la famille ouvrière. Il ne se traduit pas par une augmentation sensible des ressources pécuniaires : le prix de vente des différents produits s'élève à 251 et les dépenses effectuées à 183,5, comme l'ouvrier qui n'a pas d'exploitation retire lui-même de sa petite basse-cour une somme de 57.75, le supplément des recettes atteint seulement $251 - 57.75$, soit 193.25, chiffre supérieur de 9.75 aux dépenses. Si l'on considère que l'ouvrier a passé dix jours à labourer son petit champ, qu'il a fait gratuitement 5 jours de travail chez le cultivateur qui lui a prêté ses bœufs et ses instruments, ce qui représente un salaire de 30 francs perdu pour lui, il faut reconnaître que l'exploitation ne procure aucun avantage pécuniaire, elle entraînerait même une petite diminution de ressources. Le bénéfice consiste dans les produits consommés : beurre, lait, volailles, lard, pommes de terre, froment, blé noir. Le métivier se procure bien, sans délier sa bourse, certains de ces produits : il a une chèvre, il a des volailles et des œufs, mais il les a en moins grande quantité et il est à la merci de la mauvaise volonté d'un voisin, car la petite basse-cour vit sur le commun ; il n'a, pour engraisser son porc, que les quelques sillons de pommes de terre récoltés dans un champ qui n'est pas le sien, aussi ne peut-il pas le nourrir jusqu'à ce qu'il ait atteint sa croissance normale, enfin il est obligé, chaque semaine, d'acheter une livre de beurre pour les besoins du ménage. En un mot, l'ouvrier qui

possède un coin de terre a une aisance et une indépendance que ne connaît pas celui qui ne possède que sa maison et son jardin.

2° L'importance du salaire des enfants gagés comme domestiques, est manifeste. La famille Morel fait actuellement des économies parce que le salaire des fils qui atteint 120 francs est remis intégralement aux mains du père. La famille Péniguel a peine à boucler son budget parce que les enfants nombreux et en bas-âge sont encore tous à la maison.

3° L'examen du budget de la famille Péniguel montre que seule la solidarité qui unit des gens du même village et les faits s'entr'aider pour vivre, permet à l'ouvrier agricole d'élever une nombreuse famille quand il ne possède d'autres ressources que le produit de son travail. Si la famille Péniguel n'avait pas sa basse-cour et ses sillons de légumes, sa condition serait absolument misérable.

CHAPITRE VIII

Le progrès agricole et les salaires

A notre époque où de généreux efforts sont faits pour améliorer la condition de l'ouvrier, où l'ouvrier exige par la force les améliorations qui ne lui sont pas accordées volontairement, on est parfois tenté de n'attacher qu'une importance secondaire à un agent qui a fait plus que les lois et les grèves pour le relèvement des travailleurs : le progrès industriel et agricole. La comparaison de l'état de l'agriculteur et du montant des salaires dans les différentes régions de la France, suffirait pour rappeler à la réalité. Un coup d'œil jeté sur le progrès de l'agriculture dans notre région, n'est pas moins intéressant à ce point de vue.

Au début du siècle dernier, Huet de Coëtlizan, écrivait dans ses recherches statistiques sur le département de la Loire-Inférieure : « Au nord de Nantes, dans l'enclavement de l'Erdre et de la Vilaine, où la terre est

sans fertilité, les habitants sans industrie, les familles sans aisances, les hommes sont comme les animaux petits et maigres ». Les statistiques s'accordent avec le témoignage de ceux qui ont écrit à cette époque pour dire que les deux tiers de l'arrondissement de Chateaubriant étaient alors couverts de landes incultes. Le gouvernement de Louis XVI, dans ses dernières années, avait tenté d'encourager les défrichements par des exemptions d'impôts et des faveurs diverses; la société d'agriculture de Bretagne préconisait déjà dans le même temps, l'alternance des céréales et des cultures fourragères et faisait distribuer des graines dans tout le pays. La révolution survint avant que ces encouragements eussent pu produire des effets sensibles et nous retrouvons au début de l'empire l'agriculture la plus primitive. Les hameaux semés çà et là dans la lande sont entourés d'une faible étendue de terrain livrée à la culture et encore cette faible étendue de terre labourable est-elle bien mal utilisée: la moitié est abandonnée à la jachère pendant une période de sept ou huit ans, tandis que sur l'autre partie se succèdent, alternant avec la jachère annuelle des récoltes de céréales où domine le seigle. Chaque exploitation entretient un très petit nombre d'animaux, quelques vaches laitières dont la valeur moyenne ne dépasse pas cinquante francs, une bande de petits moutons couverts d'une laine grossière et peu abondante qui cherchent sur la lande une maigre pâture. Le paysan vit pauvrement dans sa chaumière, se

nourrissant de bouillie de blé noir et d'un pain de seigle grossier.

Les salaires de l'ouvrier, à cette époque, sont très faibles : le valet de ferme se gage 75 fr. par an, la femme 36 fr., le journalier reçoit 0,50 par jour et la femme 0.30.

Le journalier avait, il est vrai, à cette époque, plus de facilité encore qu'aujourd'hui pour entretenir une vache et quelques brebis, car il pouvait les envoyer pâturer sur les terres incultes. En 1789, les cahiers des plaintes et doléances de diverses paroisses font valoir cet intérêt des pauvres à l'encontre des prétentions des seigneurs à la propriété des terres vagues et communes ; ils demandent « la suppression des afféagements faits par les seigneurs, et que défense leur soit faite de concéder de nouveau afin que les pauvres puissent élever des bestiaux sur les communs ».

Malgré cet avantage précieux, la condition de l'ouvrier, comme d'ailleurs celle des paysans en général était misérable. Que tel ait été le sort du travailleur des champs au lendemain de la période révolutionnaire, on n'en est pas surpris car le paysan de la région songeait bien moins à améliorer ses cultures qu'à défendre son bien contre les bandes de gens sans aveu qui s'enrichissaient à la faveur des troubles. Ce qui étonne davantage c'est que la situation soit restée à peu près la même pendant une grande partie du XIX^e siècle.

Jusqu'en 1840-1845, les progrès de l'agriculture sont très lents, quelques défrichements sont opérés, mais ils

entement bien peu la masse énorme des terres incultes. La surface de ces terres est évaluée pour toute la Loire-Inférieure :

1803 : 132.000 hectares.

1840 : 129.906 hectares.

(Andouard).

Quant aux terres labourées, les méthodes de culture n'ont pas beaucoup changé ; des essais probants de culture fourragère ont été faits, ils n'ont pas été suivis car les paysans n'abandonnent pas volontiers leurs habitudes ; tandis qu'une surface déjà importante est consacrée aux légumineuses dans les arrondissements de Nantes et de Paimbœuf, ces plantes sont encore presque inconnues dans l'arrondissement de Châteaubriant. C'est toujours la jachère qui domine et le défaut de fourrage empêche toute amélioration des animaux. La valeur moyenne d'une vache en 1839, est 70 francs et pour trois écus on peut se procurer deux moutons. Tout le progrès a donc consisté en quelques défrichements et un recul marqué de la culture du seigle devant le froment.

Dans cette période de quarante ans, il n'y a eu qu'une faible augmentation des salaires.

Gage annuel du valet de ferme..... 100 à 110 fr.

de la servante..... 50 à 60 fr.

Salaire quotidien du journalier nourri..... 0.60

— de la femme..... 0.30

Gage de la fileuse au mois (nourrie à l'ex-

ploitation) 5 à 6 fr.

A partir de 1845, le pays change d'aspect, la lande est entamée de tout côté; l'emploi de la chaux, et surtout l'emploi d'un nouvel engrais, le noir animal, auquel le paysan attribue des propriétés merveilleuses, accélère ce mouvement de défrichement.

Le cultivateur est encouragé en même temps par le relèvement du prix du blé; il passe successivement par les prix suivants:

19.34	l'hectolitre,	période	1830-40
20.35	—	—	1840-50
21.66	—	—	1850-60
22.10	—	—	1860-70
23.41	—	—	1870-80

Aussi dans une période de trente ans, les vastes plaines incultes disparaissent et font place à des champs de céréales. Le cultivateur commence également à comprendre quel profit il pourrait tirer de la culture des plantes fourragères et en agrandissant son domaine, il pense enfin à en tirer meilleur parti. En 1850, le rapport de l'inspecteur de l'agriculture signale le développement de la culture du chou qui s'est étendue, dit-il, jusque dans les communes les plus au nord et à l'est du département, c'est-à-dire dans la région de Châteaubriant. A partir de la même époque il signale l'importance croissante des prairies artificielles. C'était la mise en exécution après soixante-quinze ans des conseils donnés aux cultivateurs par la Société d'agriculture de Bretagne.

Deux établissements activaient, en donnant l'exemple, cette marche de l'agriculture vers le progrès. C'était dans le canton de Nozay, l'école d'agriculture de Grand-Jouan, fondée en 1830 par un illustre agronome, élève de Dombasle, Jules Rieffel, et qui, sous sa direction jusqu'en 1881, devait contribuer grandement aux progrès culturaux dans le canton et dans le département tout entier; c'était, d'un autre côté, l'exploitation agricole de l'abbaye de Melleray dont l'action non moins efficace que celle de l'école a fait, suivant les termes de M. Andouard, de la région la plus pauvre du département une région prospère où la culture était mieux comprise que dans les arrondissements voisins.

Dans l'exploitation du paysan comme dans celle du professeur et des moines, la jachère recule peu à peu, remplacée par des cultures de légumineuses, de betteraves, de rutabagas, de pommes de terre, de choux. Cette évolution permet l'entretien d'un plus grand nombre d'animaux, seuls les troupeaux de moutons diminuent à mesure que se poursuit la conquête de la lande, mais ils ne disparaissent que pour faire place à des vaches de race nantaise améliorée. La transformation de la race bovine s'opère lentement sous l'influence d'un régime plus substantiel, d'une nourriture plus abondante et plus régulière. Des concours agricoles fondés en 1841 sur l'initiative du préfet, fonctionnent dans plusieurs cantons et encouragent par des primes la sélection du bétail.

tail. C'est une véritable métamorphose qui s'opère dans l'agriculture de la région.

La hausse des salaires est absolument parallèle au progrès. Des statistiques donnent le salaire moyen de l'ouvrier agricole par canton; on trouve pour le canton de Nozay, par exemple, les chiffres suivants :

Salaire du journalier nourri :

pendant la récolte

1856	1857	1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864	1865
0,83	0,83	0,85	0,85	0,85	0,90	0,95	1	1	1

En temps ordinaire

0,65	0,65	0,65	0,65	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75
------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Si l'on prend les termes extrêmes de l'évaluation.

Salaire à la journée

. Homme

Femme

Eté Hiver

Eté Hiver

1845	0.60	0.60	0.30	0.30
1882	1.20	1.	0.75 à 1.	0.50

Gage annuel du domestique

Valet de ferme

Servante

1845	100 à 110	50 à 60
1865	175 à 200	80 à 120
1882	250 à 300	120 à 160

Métivier

1865	100
1882	140

Ainsi les salaires des ouvriers ont doublé, triplé même dans cette période de quarante ans, durant laquelle l'agriculture faisait de si grands progrès. Il semble difficile d'y voir une simple coïncidence que rien ne pourrait justifier puisque le manque de bras ne se faisait pas encore sentir; il y a bien plutôt une relation de cause à effet. La suite d'ailleurs le prouve avec évidence. A partir de 1880, il y a un temps d'arrêt dans la progression des salaires, c'est la crise agricole qui, dans notre région comme dans toute la France, a sa répercussion sur la rémunération des travailleurs ruraux.

Jusqu'en 1882, malgré toute l'importance acquise par la spéculation animale, la vente des céréales, blé et avoine (le seigle a presque complètement disparu) représente encore la principale source de profit pour le cultivateur; or le prix moyen de l'hectolitre qui atteignait 22 à 23 francs tombe brusquement à 16 et 18 francs. Cette baisse devait avoir son contre coup sur les bénéfices du cultivateur, néanmoins il serait exagéré d'appliquer à notre région le terme consacré de crise agricole; il y a eu un moment d'arrêt dans la prospérité jusque là croissante des classes rurales, il n'y a pas eu le recul, le malaise que d'autres régions ont connu. Plusieurs causes ont contribué à atténuer les conséquences fâcheuses de la mévente des produits. La division du sol en exploitations de faible étendue, sur chacune desquelles travaille et vit une famille, a pour conséquence dans un pays à culture de céréales, la pratique de l'économie en nature.

Une partie notable de la récolte est consommée par le cultivateur, et pour cette partie peu importe qu'il y ait baisse des prix. La pratique du métayage accentue ce résultat en rejetant sur le propriétaire tout le poids de la mévente.

Ce sont là des adoucissements de nature à rendre la crise moins aiguë; l'évolution de l'agriculture commencée au milieu du siècle devait avoir une action plus efficace et annihiler presque complètement les effets de la mévente. Les landes étant défrichées, la surface des terres emblavées en céréales cesse de s'accroître mais les fumures plus abondantes et l'emploi d'engrais minéraux continuent à augmenter peu à peu le rendement; le prix de vente, moins élevé, est en partie compensé par une production plus grande sur une même surface. L'attention du cultivateur se porte ainsi de plus en plus vers la production animale; l'élevage des animaux de boucherie et l'engraissement des bœufs prennent une place très importante à côté de l'industrie laitière; la race durham, plus précoce, se substitue dans certaines communes à la race nantaise, meilleure laitière, mais d'une croissance plus lente. Le produit des animaux fait passer inaperçu la perte subie sur les céréales.

Les salaires, de 1882 à 1892, restent à peu près stationnaires. La statistique du canton de Nozay donne les chiffres suivants :

Salaire à la journée

	. Homme		Femme	
	Eté	Hiver	Eté	Hiver
1882	1.37	1.04	0.87	0.62
1892	1.50	1.	0.75	0.50

Gage annuel

	. Homme	Femme
1882	262	145
1892	250	200 (?)

Il y a bien quelques variations mais elles sont sans grande importance et d'ailleurs elles se manifestent à la fois dans le sens d'une augmentation et dans le sens d'une diminution des salaires. Il y a manifestement une erreur pour le gage de la servante de ferme en 1892.

Depuis 1892 le progrès se continue dans le même sens : augmentation des cultures fourragères, sélection du bétail, accroissement du nombre de tête d'animaux. L'aisance répandue dans la campagne est le fruit de ces améliorations culturelles. Il suffit de comparer les salaires de 1882 et 1892 à ceux d'aujourd'hui pour constater que l'ouvrier agricole a, lui aussi, participé largement à cet accroissement du bien être général. Dans ces dernières années, la hausse des salaires a été très rapide ; on ne saurait y voir un simple effet du progrès. C'est en partie la conséquence de la pénurie de domestiques qui se fait sentir depuis cinq ou six ans surtout. Mais il n'y a là qu'une accélération du mouvement de progression, accé-

lération rendue possible par le progrès qui a donné à l'agriculteur un excédent de revenus.

On peut se faire une idée de la progression continue du salaire en considérant le gage annuel moyen d'un domestique aux diverses époques signalées.

1803	1840	1865	1882	1892	1909
75	100	180	260	260	380

Il y aurait peut-être là de quoi étonner ceux qui pensent avec H. Georges que le progrès agricole correspond à une augmentation de la rente du propriétaire, le salaire de l'ouvrier restant le même quand il ne diminue pas.

En même temps que les salaires, le bien être croissait chez l'ouvrier des champs; il suffit, pour s'en rendre compte, de suivre les principaux changements survenus dans l'alimentation : le pain de seigle a fait place au pain de méteil d'abord, puis dès le milieu du siècle au pain de froment, et aujourd'hui on ne connaît plus guère ces repas du soir fait exclusivement de bouillie ou de châtaignes.

Malgré toutes les améliorations réalisées depuis un demi-siècle, il reste encore beaucoup à faire et l'agriculture de la région doit être considérée comme en pleine évolution. Une sélection judicieuse des animaux et des plantes, l'emploi rationnel des engrais chimiques, le perfectionnement de l'outillage, la généralisation des labours profonds sont de nature à augmenter beaucoup

les rendements du sol. Il est permis de penser que le progrès agricole sera encore dans l'avenir comme il a été dans le passé, le principal agent de relèvement de la classe rurale, et les savants comme Rieffel, les humbles travailleurs comme les moines de Melleray, qui consacrent leur temps et leur savoir à faire connaître les nouvelles méthodes de culture, sont de meilleurs serviteurs du prolétariat rural que les rhéteurs nuageux qui rêvent d'un paradis terrestre établi sur les ruines de la société présente.

CHAPITRE IX

Rapports de l'ouvrier avec l'exploitant

Pour avoir une idée exacte de la condition du travailleur, il faut connaître les rapports qui l'unissent à celui qui l'emploie : ces rapports expliquent comment, le salaire restant le même, l'ouvrier d'une contrée est dans l'aisance, celui d'une autre dans le dénuement ; pourquoi chez l'un des sentiments de haine, de jalousie et de révolte envers celui qui fournit le travail, chez l'autre des sentiments d'estime et d'amitié.

Le domestique, nous l'avons vu, est traité au point de vue de la nourriture et du logement comme un membre de la famille. Il n'y a pas là seulement les formes extérieures d'une intimité nécessitée par les conditions mêmes de l'exploitation ; le domestique qui entre dans une ferme est vraiment de la maison, il est chez lui. Non seulement il peut quand bon lui semble retourner à la cui-

sine entre les rpas couper un morceau de pain, ou aller se désaltérer au cellier, mais si un ami passe dans le village il ne manque pas de l'inviter à venir vider un pichet de cidre ; il est de toutes les fêtes et de toutes les réjouissances, avec les gens de la maison il participe aux vastes ripailles et pantagruéliques beuveries que sont les noces et les repas de boudins, c'est avec les enfants du patron qu'il va aux courses et aux assemblées. Chose plus sérieuse, il participe souvent dans une certaine mesure à la conduite de l'exploitation. Il n'est pas rare d'entendre un cultivateur demander l'avis d'un bon valet avant de conduire une paire de bœufs à la foire ou d'ensemencer un champ, et il arrive qu'une exploitation qui donnait de mauvais résultats, devient prospère après la mort du chef de famille, parceque la veuve laisse à un vieux domestique la direction des cultures. Il y a loin de l'indifférence de l'ouvrier pour le travail qu'il effectue dans l'usine, à l'intérêt que porte le laboureur au domaine qu'il cultive ; il partage l'angoisse du propriétaire quand les orages menacent la moisson, avec lui il maudit les vents qui détruisent dans les pommiers fleuris l'espoir de la récolte, et il est fier des grands bœufs de l'étable comme s'ils étaient siens.

L'intérêt que le domestique porte à ses maîtres, ceux-ci le lui rendent en veillant à sa conduite en même temps qu'à sa santé ; ils remplacent près de lui les parents absents, l'avertissent de ses fautes et le répriment paternellement. Toutefois certains indices mar-

quent aujourd'hui un relâchement de cette confiance réciproque. Les jeunes gens ont rapporté du régiment, la presse a semé dans les campagnes les germes du socialisme et de l'irréligion. L'intimité dans la vie commune subsiste, mais les jeunes domestiques ne respectent plus autant l'autorité du maître; ils exécutent ses ordres mais ils supportent mal sa tutelle patriarcale et ses observations. Cet esprit d'indépendance se manifeste surtout par l'instabilité du domestique. Jadis il restait cinq ans, dix ans, parfois sa vie entière dans la même maison; aujourd'hui il ne reste souvent que deux ou trois ans, changeant de maître pour des motifs futiles; il abandonne parfois l'exploitation avec une parfaite désinvolture, en pleine saison des grands travaux. Des gens pleins de bonnes intentions ont découvert un remède d'une efficacité douteuse quand on pense aux causes profondes du mal; il consiste à décerner une prime de 10 à 20 fr. avec un diplôme décoratif, aux serviteurs ruraux qui sont restés le plus longtemps au service des mêmes cultivateurs. Ce qui ne manque pas d'un certain ridicule, c'est la façon dont des comices constituent le palmarès; on y voit figurer en première ligne tous les cochers, valets de chambre, gardes-chasse, jardiniers et autres serviteurs ruraux, de ceux que Le Play aurait appelés les autorités sociales de la région, des valets et servantes de ferme peu ou point, car ils oublient de réclamer. Il ne faut pas d'ailleurs s'exagérer l'importance de cette tendance regrettable, l'attachement mutuel subsiste toujours en-

tre le cultivateur et son aide; si l'on rencontre des cas d'insubordination, on ne saurait parler d'antipathie et de haine contre le patron.

Il est inutile d'insister sur les excellentes relations qui existent entre le cultivateur et le journalier après ce qui a été dit des gratifications en nature qui sont accordées bénévolement à celui-ci, en dehors de toute convention préalable.

C'est une union intime qui existe entre les Travailleurs de la même exploitation, le maître s'efforçant de faire partager son aisance à ses ouvriers tandis que ceux-ci contribuent de leur côté au bien-être commun par l'intérêt qu'ils portent à la maison, par leur ardeur au travail surtout aux époques critiques des foins et de la moisson. Forme basse de phalanstère, dit Jaurès, magnifique exemple de solidarité à nos yeux.

Ce petit groupe d'individus vivant sous le même toit, remuant le même sol, n'est lui-même que la cellule initiale d'un organisme plus vaste, la paroisse, dont les villages composent les différentes parties. Les liens de parenté, la communauté des sentiments et des besoins, les deuils et les espérances partagés unissent les habitants du même village et de la même paroisse en une grande famille, dont les membres les plus pauvres trouvent le secours et l'assistance près de ceux qu'a favorisé la fortune. Il y a dans chacun de ces petits centres une aristocratie de fait composée à la fois des grands propriétaires résidants et des paysans qui, attachés au sol

depuis des générations, ont lentement accru leur patrimoine et se sont élevés au-dessus du niveau moyen. Cette élite, consciente de ses devoirs, ne borne pas son ambition à briguer l'exercice des fonctions municipales, elle supplée par la charité privée à l'insuffisance de l'assistance publique, et c'est pourquoi la grande misère qui guette le prolétaire des villes n'est pas connue dans nos campagnes; les maladies, les accidents, la vieillesse peuvent survenir, l'ouvrier trouvera toujours un logis pour s'abriter, du bois pour se chauffer, du pain pour nourrir sa famille. Parmi la foule des mendiants qui vont de ferme en ferme quêter un morceau de pain, il n'y a presque pas d'habitants du pays, ils viennent du Morbihan ou du Finistère; c'est la Bretagne pauvre qui confie à la Bretagne plus riche ses enfants qu'elle ne peut nourrir.

Trompé par ce fait qu'il n'existait, jusqu'à une époque récente, aucune association entre les paysans, on les a accusés d'être d'irréductibles individualistes n'ayant au cœur qu'une affection jalouse pour leur motte de terre et ne possédant d'autre idéal que le souci de grossir leur bas de laine. A la vérité, si l'on comparait la vie sociale intense de la paroisse rurale de notre région à la vie agitée d'une grande cité, c'est bien certainement dans la première que l'on trouverait le plus de cette solidarité véritable qui n'est pas dans les paroles et dans les groupements éphémères, mais dans les faits. C'est parce que cette solidarité existe entre les paysans, quel-

que soit leur conditions, qu'ils soient propriétaires, fermiers, métayers, journaliers, domestiques, que l'extension à notre région du syndicalisme ouvrier serait tout-à-fait regrettable. Le danger de semer la discorde et la misère dans un pays où existe la paix, l'union et le bien-être, n'est pas de nature à effrayer les socialistes, car le syndicat est bien moins pour eux une association professionnelle que l'instrument de la lutte de classe, le cadre de l'armée qui marche à l'assaut du monde capitaliste. Cependant, en bonne logique, les socialistes eux-mêmes devraient renoncer à la formation de syndicats exclusivement ouvriers car les paysans, ouvriers et exploitants, font partie d'une même classe; non seulement ils sont unis par des liens d'amitié et de parenté, mais si l'on peut distinguer en fait deux catégories, celle des ouvriers et celle des exploitants, entre ces deux catégories s'opèrent des échanges continuels, beaucoup sont aujourd'hui domestiques qui demain seront patrons à leur tour, et combien de fils de fermiers et même de propriétaires sont destinés à rester toute leur vie de simples salariés.

Dans la paroisse de Puceul, sur les 31 principaux fermiers et propriétaires, 9 sont d'anciens domestiques. Les domestiques et les journaliers se répartissent comme suit :

Valets et servantes

Agés de moins de 16 ans

	Enfants assistés	Enfants de propriétaires	de fermiers	de journaliers	d'artisans
Hommes...	2		1	8	3
Femmes ...	3			4	4

Agés de plus de 16 ans

Hommes...	1	4	4	8	6
Femmes ...		5	3	9	8

Journaliers

Fils de propriétaires	de fermiers	de journaliers	d'artisans
3	4	5	3

La moitié des journaliers, le tiers des domestiques âgés de plus de 16 ans sont composés d'enfants de fermiers et de propriétaires. Ceci montre mieux que toute explication qu'il n'y a pas d'un côté la classe des salariés, de l'autre celle des exploitants. Il n'y a qu'une seule classe, celle des paysans.

Dans le syndicat qui reste sur le terrain professionnel, les liens qui unissent entre eux les travailleurs sont la communauté d'intérêts et la solidarité. Ces liens existent déjà entre les laboureurs de la même paroisse, il suffit de donner une forme à cet esprit syndical si vivant et si profond et cette forme ne saurait être autre que le syndicat paroissial; et il ne serait même pas juste de dire syndicat mixte, puisqu'il s'agit, non d'unir des catégories sociales différentes, mais de donner une forme nouvelle à un groupement de parents et d'amis; c'est syndicat paroissial qu'il faut dire.

que soit leur conditions, qu'ils soient propriétaires, fermiers, métayers, journaliers, domestiques, que l'extension à notre région du syndicalisme ouvrier serait tout-à-fait regrettable. Le danger de semer la discorde et la misère dans un pays où existe la paix, l'union et le bien-être, n'est pas de nature à effrayer les socialistes, car le syndicat est bien moins pour eux une association professionnelle que l'instrument de la lutte de classe, le cadre de l'armée qui marche à l'assaut du monde capitaliste. Cependant, en bonne logique, les socialistes eux-mêmes devraient renoncer à la formation de syndicats exclusivement ouvriers car les paysans, ouvriers et exploitants, font partie d'une même classe; non seulement ils sont unis par des liens d'amitié et de parenté, mais si l'on peut distinguer en fait deux catégories, celle des ouvriers et celle des exploitants, entre ces deux catégories s'opèrent des échanges continuels, beaucoup sont aujourd'hui domestiques qui demain seront patrons à leur tour, et combien de fils de fermiers et même de propriétaires sont destinés à rester toute leur vie de simples salariés.

Dans la paroisse de Puceul, sur les 31 principaux fermiers et propriétaires, 9 sont d'anciens domestiques. Les domestiques et les journaliers se répartissent comme suit :

Valets et servantes

Agés de moins de 16 ans

	Enfants assistés	Enfants de propriétaires	de fermiers	de journaliers	d'artisans
Hommes...	2		1	8	3
Femmes...	3			4	4

Agés de plus de 16 ans

Hommes...	1	4	4	8	6
Femmes...		5	3	9	8

Journaliers

Fils de propriétaires	de fermiers	de journaliers	d'artisans
3	4	5	3

La moitié des journaliers, le tiers des domestiques âgés de plus de 16 ans sont composés d'enfants de fermiers et de propriétaires. Ceci montre mieux que toute explication qu'il n'y a pas d'un côté la classe des salariés, de l'autre celle des exploitants. Il n'y a qu'une seule classe, celle des paysans.

Dans le syndicat qui reste sur le terrain professionnel, les liens qui unissent entre eux les travailleurs sont la communauté d'intérêts et la solidarité. Ces liens existent déjà entre les laboureurs de la même paroisse, il suffit de donner une forme à cet esprit syndical si vivant et si profond et cette forme ne saurait être autre que le syndicat paroissial; et il ne serait même pas juste de dire syndicat mixte, puisqu'il s'agit, non d'unir des catégories sociales différentes, mais de donner une forme nouvelle à un groupement de parents et d'amis; c'est syndicat paroissial qu'il faut dire.

Il n'existe dans la région ni association purement ouvrière, ni association groupant à la fois les laboureurs qui exploitent et ceux qui ne possèdent rien; quelques prônes socialistes à l'adresse des valets de ferme sont restés sans effet; quant aux syndicats agricoles, d'ailleurs peu nombreux, ils n'ont compris que le côté commercial de leur mission; ils ne présentent aucun intérêt pour l'ouvrier. Il n'est pas contestable qu'une association corporative, mettant largement en pratique les idées de coopération et de mutualité, serait de nature à améliorer les conditions d'existence de toute famille rurale. L'assistance, en cas de maladie, la diminution du prix des denrées, le service de placement, le règlement amiable des contestations constitueraient autant d'avantages de nature à profiter spécialement à l'ouvrier. Le moment est opportun pour donner toute sa portée au mouvement d'association corporative à peine esquissé par les premiers syndicats. La hausse rapide des salaires est de nature à engendrer des conflits entre le cultivateur et le salarié, non des conflits aigus, capables de susciter des grèves importantes comme il est arrivé dans l'Ile de France, dans le Midi, dans le Cher et la Nièvre, mais de petits désaccords entre fermiers et journaliers, susceptibles d'entraîner peu à peu pour ces derniers, la perte des gratifications en nature qui leur sont d'un si grand secours. En général le relèvement des salaires s'est opéré, jusqu'à présent, progressivement et sans à coup à la suite d'accords conclus individuellement par chaque ou-

vrier avec le cultivateur; sur la limite de l'Anjou, la hausse a été plus brusque et dans quelques communes les journaliers, sentant leur force, ont fait connaître leurs exigences, après une entente préalable, par des publications, à l'issue de la messe; il en est résulté chez le cultivateur une tendance à se considérer comme dégagé de toute obligation envers ses ouvriers, quand il a payé le tarif nouveau qui lui est imposé. Ce mouvement, très contraire à l'intérêt des salariés est susceptible de s'étendre à toute la région; or la discussion des exigences de l'ouvrier au sein de l'association corporative, donnerait vraisemblablement une solution plus conforme à l'intérêt commun que les accords individuels ou les sommations faites sur la place de l'église par l'intermédiaire du garde-champêtre.

En décembre 1906, les députés socialistes déposaient sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi tendant à l'institution de délégués chargés de veiller à la sécurité, et à l'observation des conditions de travail et d'hygiène des ouvriers agricoles. Ces délégués visiteraient les exploitations, les logements d'ouvriers, pour s'assurer dans quelles conditions travaille et est logé le personnel occupé. Ils fixeraient un minimum de salaire et en assureraient l'application. Une pareille institution peut être de nature à sauvegarder les intérêts des ouvriers dans les pays de grande culture, mais elle ne semble pas applicable à des régions comme celle de Châteaubriant. La fixation d'un minimum de salaire est inu-

tile, puisque le manque de bras permet à l'ouvrier d'exiger le salaire maximum qu'il puisse obtenir dans les conditions actuelles de l'agriculture, et d'exiger une augmentation chaque fois qu'un nouveau pas vers le progrès la rend possible, en augmentant les ressources du cultivateur. Quant aux conditions de sécurité, de travail et d'hygiène, peut-on raisonnablement obliger l'exploitant à accorder à ses serviteurs des conditions autres que celles qu'il réserve aux propres membres de sa famille. Il existe dans les mœurs, dans l'attachement réciproque de l'ouvrier et du patron une garantie plus efficace que tout contrôle; or l'intervention inopportune et tracassière d'inspecteurs dans un domaine où ils n'ont rien à faire, serait de nature à relâcher ces liens sinon à les détruire. En voulant appliquer un remède contre l'individualisme on risquerait de faire naître le mal là où il n'existe pas.

CHAPITRE X

Amélioration de la condition des ouvriers agricoles

L'ouvrier agricole occupe le dernier degré de la classe rurale et la meilleure façon d'améliorer sa condition consisterait à lui permettre de monter un degré plus haut, en devenant fermier ou propriétaire. L'idéal serait que chaque domestique en se mariant pût se mettre à la tête d'une exploitation où il serait indépendant, où il travaillerait pour lui; l'émigration des travailleurs ruraux serait alors bien près de cesser, mais il ne faut pas se bercer de cet espoir, si morcelé que soit le sol, le nombre des fermes ne saurait suffire.

On ne peut, pour l'ouvrier agricole, parler d'accession à la propriété paysanne qui lui donnerait l'indépendance; ce n'est pas avec son pauvre salaire de 300 à 400 francs, tout juste suffisant pour nourrir sa famille, que l'ouvrier peut la conquérir. Tout au plus, avec les

économies faites avant son mariage et plus tard quand ses enfants ont grandi, pourra-t-il acheter une maison, peut-être même un petit champ. La caisse rurale vient en aide à celui qui veut ainsi avoir son chez-soi quand ses économies sont insuffisantes. C'est ainsi que les caisses de Vay et Abbaretz ont prêté, dans ces quatre dernières années, à 12 ouvriers agricoles, un capital de 5.760 francs, pour l'acquisition de maisons ou de parcelles de terre. Dans l'étendue de chaque paroisse, ces modestes associations, qui ne connaissent pas les faveurs du législateur, jouent le rôle éminemment utile de sociétés de crédit pour l'achat et la construction d'habitations à bon marché. Grâce aux facilités qui leurs sont offertes, quelques ouvriers deviennent propriétaires d'une maison et d'un jardin, plus rarement, d'une parcelle de terre. Ce n'est pas l'occasion qui manque, car les ventes de terre au détail sont assez nombreuses pour que quiconque désire acheter puisse le faire, mais le prix des champs vendus isolément est tellement élevé que l'ouvrier ne possède pas d'ordinaire une somme suffisante, et emprunter pour acheter du terrain serait la plus mauvaise opération qu'il puisse faire. Le journal de terre, qui nourrirait à peine une vache, se vend en moyenne 1.000 à 1.500 francs; l'ouvrier qui a emprunté pour acheter devra payer chaque année 40 à 60 francs d'intérêts, alors que le prix de location de la même surface est de 25 à 30 fr. Il lui sera difficile de se libérer un jour puisque le minuscule domaine, tout en contribuant à augmenter le

bien-être à son foyer, n'augmente pas sensiblement les recettes pécuniaires; et enfin si l'occasion se présente pour lui de prendre à bail une ferme ou une métairie, il ne peut plus en profiter, car il est rivé au sol et son capital est immobilisé. Les mêmes raisons font penser que la loi du 10 avril 1908, qui étend à la petite propriété n'excédant pas un hectare, les avantages prévus par la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, pas plus que les facilités d'emprunt aux caisses rurales, n'aura pour effet de généraliser le type du journalier propriétaire. Il est beaucoup plus sage, pour l'ouvrier, d'affermier un champ à proximité de sa demeure, mais cela encore ne lui est pas toujours possible, car d'ordinaire les parcelles ne se louent pas isolément, mais groupées en petite borderies de 3 ou 4 hectares. On ne peut que regretter l'imprévoyance avec laquelle les communes ont opéré le partage des landes dans le cours du siècle dernier, sans le moindre souci des intérêts des pauvres; il eût suffi alors de conserver quelques unes de ces loties (la lotie est la part affectée à un feu), entre lesquelles était partagé l'immense domaine communal, pour qu'aujourd'hui les ménages ouvriers puissent être dotés d'un coin de terre moyennant une faible redevance annuelle. Peut-on réparer l'oubli, comme quelques-uns le prétendent, en reconstituant dans une certaine mesure le domaine communal? La réalisation d'un tel projet, si désirable qu'elle soit, offre malheureusement de bien grandes difficultés financières. Il y aurait peut-être quelque

chose à faire en ce sens dans les régions à demi incultes de la Bretagne intérieure.

Le désir secret de l'ouvrier agricole n'est pas tant de posséder sa maison et son coin de terre que de travailler pour lui de devenir exploitant, qu'il soit ou non propriétaire du bien qu'il cultive. Le domestique réalise souvent son désir en épousant la fille d'un propriétaire ou d'un fermier dans la maison duquel il entre. Le journalier trouve rarement à prendre une grande ferme, car le propriétaire lui préfère un fermier sortant d'une autre métairie et qui possède déjà son matériel et ses animaux, mais il loue très souvent une petite borderie de quelques hectares. Le régime successoral, la maladresse, l'inconduite, qui font des fils de propriétaires et de fermiers de simples journaliers, se chargent bien vite de combler les vides causés par ces ascensions dans le personnel salarié.

Pour les paysans qu sont destinés à rester toute leur vie simples ouvriers, l'amélioration de leur condition résultera d'abord de la hausse des salaires, fruit du progrès agricole, à la suite d'une entente amiable à l'intérieur du syndicat ; elle résultera aussi de la mise en pratique dans des associations, filiales du même syndicat, des idées de coopération et de mutualité. La coopérative de consommation rendrait de grands services car les innombrables petits commerçants, épiciers, merciers, etc., qui végètent dans nos villages, vendent à des prix exorbitants des marchandises de la qualité la plus médiocre ;

on ne peut que souhaiter leur disparition progressive et leur remplacement par des sociétés coopératives. La coopération pourrait, d'ailleurs, au plus grand bénéfice de tous les cultivateurs, s'étendre à tous les besoins de la vie rurale depuis l'achat des outils nécessaires au travail jusqu'à la meunerie et la fabrication du pain pour la nourriture quotidienne. Enfin, le législateur ne devrait pas oublier que depuis le jour où le principe de la garantie du risque professionnel a été reconnu dans l'industrie, l'ouvrier agricole est victime d'une véritable injustice. Sans doute le paiement d'une partie du salaire à l'ouvrier victime d'un accident, le paiement d'une pension à la veuve ou aux enfants, serait une cause de ruine pour le petit propriétaire ou fermier. Il en résulte seulement la nécessité évidente d'une assurance qu'il serait peut-être bon de rendre obligatoire. D'après un rapport de M Chaigne, la prime moyenne d'assurance pour la France entière serait de 3 francs par hectare, mais dans notre région où l'exploitant travaille avec sa famille, la main-d'œuvre salariée n'étant que l'accessoire, la prime serait probablement moins élevée. Ce sera toujours une lourde charge pour la petite culture, mais cette charge ne semble pas vraiment hors de proportion avec les ressources des cultivateurs.

Vu : Le Président de thèse,
SOUCHON.

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

OUVRAGES CONSULTÉS

Annales de la Société académique de Nantes, année 1889: *Le progrès de l'agriculture dans la Loire-Inférieure depuis un siècle*, par A. Andouard.

Annales de Bretagne 1907-1908-1909: *Les classes rurales en Bretagne du XV siècle à la Révolution*, par H. Sée.

Recherches statistiques sur le département de la Loire-Inférieure, par Huet de Coelitzan.

Données statistiques sur le canton de Nozay 1865, par J. Rieffel.

Statistiques cantonales: Archives départementales.

Rapports des inspecteurs de l'agriculture du département jusqu'en 1873: archives départementales.

Populations agricoles de France, par Baudrillart.

Condition actuelle des servitiaux ruraux bretons, par J. Choleau.

La propriété paysanne, par Souchon.

Réformes agraires, par Kautsky.

Questions agricoles, par Zolla.

Réforme agraires, par Kautsky.

Les paysans et le socialisme, par Jaurès.

